



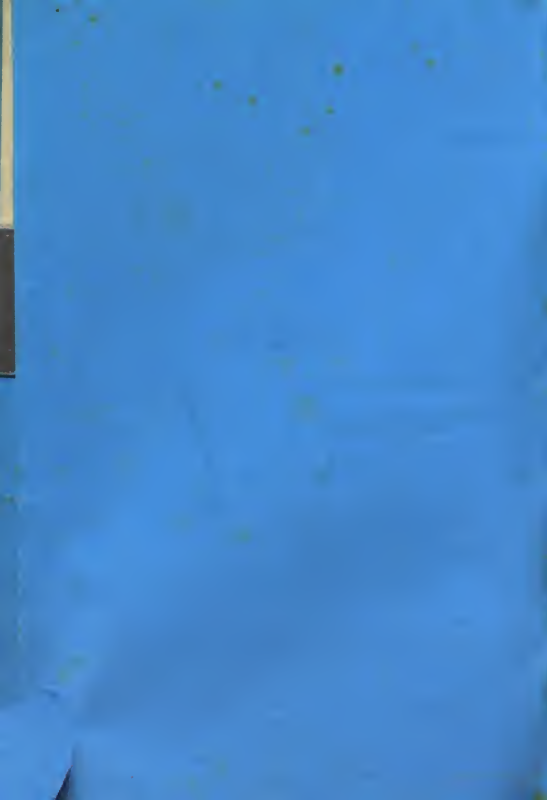
1907.



BIBLIOTECA DELLA R. CASA
IN NAPOLI

N.º d'inventario ~~2169~~ 1973
Sala Grande
Scansid ~~3032~~ Palchetto 32
N.º d'ord. ~~12~~ 31





Felt XIX-56

PRÉCIS
HISTORIQUE ET MILITAIRE
DE
L'EXPÉDITION FRANÇAISE
EN ITALIE.



582725

PRÉCIS
HISTORIQUE ET MILITAIRE
DE
L'EXPÉDITION FRANÇAISE
EN ITALIE,
PAR UN OFFICIER D'ÉTAT MAJOR.

Je dirai: j'étais là
EN FONTAINE.



MARSEILLE,
IMPRIMERIE CARNAUD, DIRIGÉE PAR BARRAS AÎNÉ,
RUE SAINT-FERRÉOL, 23.

—
1849.

Rome, le 25 août 1849.

L'expédition française dans l'Italie centrale, en 1849, a rencontré des obstacles, a produit des résultats qui n'ont point encore été mûrement appréciés.

Les événements qu'elle embrasse sont complexes; ils se lient aux plus grands intérêts de l'ordre politique, social et religieux; on n'a donc pas lieu de s'étonner s'ils ont été l'objet de jugements passionnés et contradictoires.

L'examen attentif des opérations militaires et des négociations diplomatiques de cette campagne pourrait offrir des enseignements à l'homme de guerre et à l'homme d'état; c'est dire assez que l'histoire doit s'attacher à les reproduire avec impartialité.

Le moment n'est peut-être pas encore venu

de donner à un tel travail tous les développements qu'il comporte, mais, dès aujourd'hui, il nous paraît utile de préparer les matériaux, de préciser les dates, de résumer les faits.

Si j'entreprends ici cette tâche, c'est parce que, témoin des événements, je ne dirai rien dont je ne puisse garantir la rigoureuse exactitude.

La carte et les plans, qui servent de complément au texte, donnent à l'ouvrage un intérêt tout particulier; ils ont été levés sur les lieux, et au moment même où s'accomplissaient les principales opérations du siège de Rome.

Le compagnon d'armes, le collaborateur, l'ami auquel je dois ces plans, me permettra, j'espère, de lui offrir ici l'expression de ma gratitude; il a suppléé aux lacunes et aux imperfections d'une œuvre dont le seul mérite est d'avoir pour origine un patriotisme sincère et un ardent amour de la vérité.

PRECIS
HISTORIQUE ET MILITAIRE
DE
L'EXPÉDITION FRANÇAISE
EN ITALIE.

CHAPITRE PREMIER.

L'organisation première du corps qui devait former le noyau de l'armée de la Méditerranée, remonte à près d'une année.

Dans les premiers jours du mois de septembre 1848, le gouvernement de la République, prévoyant qu'un jour viendrait où la présence d'un

corps de troupes françaises en Italie serait rendue nécessaire, résolut de créer, à Marseille, une *Brigade active*, prête à toutes les éventualités. Le commandement de cette brigade fut confié au général Mollière. Le capitaine Poulle remplissait les fonctions de chef d'Etat-Major ; le Sous-Intendant Militaire Dutheil avait la direction des services administratifs.

La Brigade se composait de deux régiments d'infanterie, les 20^e et 33^e de ligne, d'une compagnie du génie et d'une batterie d'artillerie. Des détachements de gendarmerie, d'infirmiers militaires et d'ouvriers d'administration complétaient l'organisation de ce corps, auquel était attaché un service d'ambulance.

La brigade active tint garnison à Marseille pendant les mois de septembre, octobre et novembre, se livrant à des exercices fréquents et à de longues promenades militaires.

Deux fois même les habitants de Marseille purent jouir, au terrain de Montredon, du spectacle d'une *petite guerre* régulièrement organisée. Aussi, lorsque le 30 novembre, à 4 heures du soir,

l'ordre arriva , par le télégraphe , de procéder à l'embarquement immédiat de la brigade; les troupes qui en faisaient partie étaient prêtes à rivaliser avec les plus vieux régiments de l'armée.

La destination assignée à l'expédition était encore un mystère; cependant, le départ pour Gaëte de M. de Corcelles , envoyé extraordinaire de France, faisait présumer que l'escadre était appelée à se diriger vers les Etats-Romains.

L'embarquement occupa les journées des 1^{er} et 2 décembre. Le général Mollière avait pris passage sur le Magellan ; c'était à bord de ce bâtiment que le contre-amiral Tréhouart avait arboré son pavillon. L'escadrille se composait , outre le bâtiment-amiral, de deux frégates, le Christophe-Columb et l'Orénoque, et du petit bâtiment le Vautour, spécialement destiné au transport du matériel d'artillerie.

Le 2, à cinq heures du soir, la flotille sortit du port , mais elle devait attendre de nouveaux ordres ; aussi alla-t-elle jeter l'ancre en face d'Endoume. Les journées du 3 et du 4 se passèrent au mouillage ; mais dans la nuit du 4 au 5, le temps,

qui n'avait pas cessé d'être mauvais, devint tellement menaçant, que l'amiral résolut de rentrer dans le port de la Joliette, ce qui eut lieu le 5 à 6 heures du matin.

Les ordres de départ ou de débarquement se faisant attendre, le général Mollière, de concert avec l'amiral, résolut d'occuper les loisirs des soldats. Un essai de débarquement fut donc résolu, et le 9, dans la matinée, la colonne expéditionnaire prit terre au port de la Joliette, transportée par les embarcations des bâtiments de l'escadrille.

En une heure et demie, toutes les troupes étaient à terre et les pièces en batterie sur les hauteurs qui dominent le rivage. Le rembarquement exigea que trois quarts d'heure à peine:

Le 11, le bâtiment qui ramenait M. de Corcelles était en vue.

Le 12, à 7 heures du matin, une dépêche télégraphique enjoignait au général Carrelet, commandant la 7^{me} division militaire, de procéder au débarquement des troupes, qui s'opéra dans la journée.

La brigade active recommença donc à se livrer

aux exercices et aux promenades militaires qui déjà l'avaient occupée pendant trois mois.

Dans le courant du mois de février 1849, le 20^{me} de ligne, dont quelques hommes avaient pris part aux manifestations politiques de certains habitants de Marseille, reçut l'ordre d'aller tenir garnison à Toulon. Il fut remplacé à Marseille par le 36^{me} de ligne.



CHAPITRE II.



Le 17 mars, le général Carrelet reçoit par le télégraphe l'ordre de s'occuper activement de l'organisation d'une seconde brigade, composée des 36^{me} et 66^{me} de ligne, et dont le commandement est confié au général Levaillant (Charles).

Une nouvelle batterie d'artillerie et une compagnie du génie sont annexées à cette brigade. Les troupes du général Mollière sont renforcées du 1^{er} bataillon de chasseurs à pied.

Bientôt l'organisation d'une troisième brigade est décidée; le général Chadeysson doit la commander; elle est formée des 22^{me} léger et 68^{me} de ligne et d'une 3^{me} batterie d'artillerie.

Le 20, au matin, le général de division Oudinot de Reggio, nommé au commandement en chef du corps expéditionnaire arrive à Marseille. Dès la veille, l'embarquement du matériel et des approvisionnements avait commencé à bord de l'escadrille sous le commandement du contre-amiral Tréhouart. L'embarquement des troupes, qui devait avoir lieu simultanément à Marseille et à Toulon, est aussitôt ordonné. Le général en chef adresse aux différents corps une proclamation par laquelle il leur fait connaître que l'armée française est envoyée à Rome pour y rétablir l'ordre et la tranquillité, en prenant pour garant des libertés à accorder, l'influence protectrice de la France. (*)

Dès ce moment le Corps expéditionnaire de la Méditerranée est constitué. Il se compose de six régiments d'infanterie et un bataillon de chasseurs à pied formant trois brigades, trois batteries d'artillerie et deux compagnies du génie. Les instructions ministérielles n'avaient prescrit le départ d'aucune troupe de cavalerie; sur l'ordre du

(*) Voir aux pièces justificatives, n. 1.

général en chef, cinquante chevaux du 1er régiment de chasseurs font partie de l'expédition.

Le général Regnaud de Saint-Jean d'Angely prend le commandement des troupes. Le lieutenant-colonel de Vaudrimey-Davout est chef d'état-major.

Le général commandant en chef, dont la mission est à la fois militaire et diplomatique, est accompagné de M. de Latour-d'Auvergne, secrétaire de légation.

Le 21 au soir, l'embarquement du premier convoi de troupes et du matériel était terminé. La 3me brigade et une portion du 66me n'avaient pu en faire partie. Les vents contraires retiennent la flotille dans le port jusqu'au 22 au matin. A huit heures, l'amiral donne l'ordre d'appareiller, il devait rallier les bâtiments partant de Toulon dans les parages des îles d'Hyères; à quatre heures du soir ce ralliement était opéré. Le 23 à midi, l'escadrille passait à raser le cap Corse. Elle se composait de sept bâtiments à vapeur dont deux avaient à la remorque des gabarres de charge. La frégate l'Iphigénie, armée en guerre, avait été at-

tachée à l'expédition dans la prévision d'une attaque sérieuse à diriger contre le point de débarquement. L'amiral avait arboré son pavillon sur le Labrador, à bord duquel était le général en chef.

Le 23, à quatre heures du soir, le Panama se détache de nous ; il transporte à Civita-Vecchia le commandant d'état-major Espivent de la Villeboisnet, aide-de-camp du général Oudinot, le capitaine Durand de Vilers, aide-de-camp du général Regnaud d'Angely et M. de Latour-d'Auvergne. Ils ont pour mission de faire connaître aux habitants de Civita-Vecchia les intentions du gouvernement. Une lettre a été adressée dans ce sens au gouverneur de la ville. (*)

Le 24 au matin, le général en chef fait paraître les ordres relatifs au débarquement. A 11 heures l'escadre est à quinze milles au sud de l'île Giglio ; c'est le point indiqué comme rendez-vous au Panama.

Le 25, à cinq heures du matin, un canot du

(*) Voir aux pièces justificatives, n. 2.

Panama accoste le bâtiment-amiral ; il porte à son bord le capitaine Durand de Vilers chargé de communiquer au général en chef la résolution prise par les autorités de Civita-Vecchia. (*)

La solution obtenue étant complètement en rapport avec les instructions du gouvernement, on se dirige vers le point de débarquement. A 11 heures du matin, l'escadrille mouille en vue de Civita-Vecchia. Le général en chef adresse à ses soldats un ordre du jour qui leur fait connaître la situation. (**)

Dès que le bâtiment amiral eut jeté l'ancre les autorités de la ville se rendirent à bord. Le débarquement des troupes commença aussitôt. A une heure, le général en chef prit terre au milieu de nombreuses acclamations.

Une heure après, le lieutenant-colonel du Génie Leblanc se rendait à Rome pour faire connaître au gouvernement l'arrivée des troupes Françaises et le but de l'expédition. Il était accompagné du

(*) Voir aux pièces justificatives, n. 3.

(**) Voir aux pièces justificatives, n. 4.

capitaine du génie Boissonnet et du lieutenant d'Etat-Major Feraud. Cette mission était d'autant plus urgente, qu'il avait été prescrit au général en chef de marcher sur Rome, aussitôt après le débarquement, dans le cas où les populations paraîtraient disposées à nous accueillir.

Pendant que l'escadre jetait l'ancre à l'entrée du port, un bâtiment Sarde, chargé de six cents tirailleurs Lombards arrivait en vue. Il fut bientôt suivi d'un autre, portant quatre cents hommes du même corps. La mise à terre de ces troupes fut provisoirement suspendue.

Le 26, à midi, le général en chef reçoit la visite de M. Montecchi, ministre des travaux publics, envoyé par le gouvernement Romain, pour demander que ces réfugiés, engagés comme troupes auxiliaires de la république, soient débarquées à Porto d'Anzio. Il demandait aussi la restitution de dix mille fusils environ, que nous venions de faire saisir à leur entrée dans le port.

Le général en chef, en présence des difficultés qui s'opposaient au retour de ces troupes dans leur pays ou à leur débarquement sur un autre

point de l'Italie , accorde la première demande , mais sous la réserve que ces soldats n'entreront pas dans la ville avant le 4 mai. Il se refuse à accueillir la seconde.

M. Montecchi repart pour Rome , accompagné du capitaine d'artillerie Fabar , officier d'ordonnance du général en chef.

A trois heures de l'après-midi, les habitants de Corneto viennent réclamer la protection de la France et faire acte d'adhésion à son autorité.

A onze heures du soir , le lieutenant Feraud revient de Rome , porteur de dépêches. D'après les renseignements qu'elles contenaient , il était évident que la ville de Rome gémissait sous la tyrannie des étrangers réfugiés dans cette capitale , qui dominaient la population par la terreur.

Cependant , il n'était pas permis de douter que la majeure partie des citoyens n'aspirât à voir cesser un pareil état de choses et n'appelât de tous ses vœux la rentrée du Souverain Pontife. On était donc en droit de supposer que la présence d'un corps d'armée sous les murs de la ville amènerait une imposante manifestation, émanant de la partie saine de la population.

Une reconnaissance sérieuse devenait nécessaire. Un mouvement en avant est dès-lors résolu.

M. Feraud repart le lendemain matin ; il est chargé d'établir l'avant-garde du bataillon de chasseurs à Palo, village situé à moitié chemin de Civita-Vecchia à Rome, et de signifier au triumvirat que l'armée Française entrera dans la ville avec les dispositions les plus bienveillantes.

Le soir, M. Fabar revient de Rome en déclarant que l'intervention Française sera acceptée dans les Etats Pontificaux, si une démonstration énergique a immédiatement lieu sur la capitale.

Cette assurance coïncide avec les avis de la diplomatie. Nos ministres plénipotentiaires de Rome et de Gaëte annoncent que la plupart des soldats Romains refuseront de nous combattre. Le général des carabiniers, Galetti, doit, dit-on, décider ses troupes à nous ouvrir les portes. *La Garde Nationale est généralement sympathique à la France et dévouée à l'ordre social,*

Les ordres sont alors immédiatement donnés pour le départ.



CHAPITRE III.



Lors de l'entrée des Français à Civita-Vecchia, on avait trouvé dans la ville des approvisionnements considérables en poudre et en munitions, et environ cent vingt pièces d'artillerie.

Civita-Vecchia était notre base d'opérations, le seul point jusqu'alors d'où nous pouvions attendre des vivres et des renforts ; il y avait donc nécessité d'occuper fortement cette place.

On y laissa six compagnies du centre du 36^e, une section du génie et un détachement de personnel d'artillerie.

Le Colonel Blanchard était nommé gouverneur.

La colonne expéditionnaire, qui devait pousser une reconnaissance jusque sous les murs de

Rome, se composait donc de deux régiments d'infanterie au complet, les 20^e et 33^e de ligne ; du 1^{er} bataillon de chasseurs à pied ; six compagnies du 36^e ; quatre compagnies du 66^e ; deux batteries d'artillerie et une compagnie et demie du génie..

Elle partit de Civita-Vecchia le 28, à six heures du matin, pour aller coucher à Palo, que le bataillon de chasseurs avait occupé la veille au soir. La distance entre Palo et Rome étant de neuf lieues, on fut obligé de bivouaquer en route ; on coucha, le 29, à Castel-di-Guido, relais de poste, situé sur la hauteur, à environ quatre lieues de Rome.

A peine arrivé sur ce point, le général en chef envoya dans la direction de la ville le capitaine Oudinot, son officier d'ordonnance, accompagné de quinze chasseurs à cheval ; il devait s'assurer si la position importante de Torre-in-Pietra, en avant de la ville, était occupée par l'ennemi.

Parvenu à environ trois lieues de Castel-di-Guido, le capitaine Oudinot fut accueilli par quelques coups de fusil ; un poste romain, qui occupait les hauteurs sur la gauche de la route, prit la fuite aussitôt après avoir tiré,

Fidèle aux instructions qu'il avait reçues, le capitaine ne riposta pas et se replia immédiatement. Ce fait isolé ne faisait rien préjuger des dispositions de l'ennemi.

Le 30, à cinq heures du matin, la colonne se mit en marche, éclairée par le bataillon de chasseurs à pied et les compagnies de voltigeurs du 20^e de ligne. Dans le but d'épargner aux hommes la fatigue et la chaleur, les hâvre-sacs furent déposés à Maglianella, sous la garde d'une section du 33^e. On ne conserva que les sacs de couchage, roulés en sautoir et renfermant le biscuit et les cartouches.

La route que suivaient les troupes, est la route de poste de Civita-Vecchia à Rome; elle se bifurque à 1200 mètres environ de l'enceinte : la branche de droite conduit à la porte St-Pancrace, celle de gauche mène directement à la porte Cavallagieri, en passant par le pied du saillant du Vatiean; ce fut celle suivie par la colonne. La droite était, pour ainsi dire, inaccessible même aux flaqueurs, tant le terrain escarpé et boisé en rendait les abords difficiles. On y lança cependant les voltigeurs du 20^e de ligne. La gauche était dominée

par des hauteurs que couronnaient les chasseurs à pied, Ceux-ci, arrivés à environ 150 mètres de la place, furent reçus par des décharges d'artillerie à mitraille, qui ne leur firent que peu de mal, embusqués qu'ils étaient, dans les vignes qui garnissaient le coteau. Se couvrant alors par des replis de terrain, ils purent à loisir ajuster les artilleurs qui servaient ces pièces, et le feu se ralentit dans cette direction ; mais, d'un autre côté, quatre pièces d'artillerie, situées sur le saillant même du bastion, envoyaient à nos têtes de colonne des volées de mitraille. Il fallait contrebattre ces pièces. Le capitaine Fabar, passant sous l'aqueduc qui longeait la voûte à droite, alla reconnaître une position, qui fut bientôt occupée par deux de nos canons, le général en chef ayant proscribed l'usage des obusiers par respect pour les monuments dont Rome s'honore à si juste titre.

Pendant ce temps, vers la droite de la ligne et à huit cents mètres environ, on voyait filer, au milieu des arbres de la ville Pamfili, de nombreux groupes de soldats romains qu'à leur uniforme on reconnaissait pour des tirailleurs de l'Université. Garibaldi était à leur tête.

Dès - lors la résistance inattendue que nous venions de rencontrer s'expliquait ; l'entrée à Rome de ce chef de partisans avait terrifié les populations et imposé silence à la manifestation de leurs sentiments.

La sortie qui se prononçait, avait évidemment pour but de tourner nos positions et de prendre la colonne en queue pendant que le feu de la place la mitraillait en tête. Vingt-cinq chasseurs à pied embusqués dans un ravin firent bientôt opérer à ces soldats un mouvement de retraite, mais bon nombre d'entr'eux s'étant réfugiés dans des maisons inhabitées, quelques compagnies du 20^{me} de ligne furent lancées dans cette direction, elles les débusquèrent promptement et leur firent éprouver des pertes considérables.

Dès ce moment, il était évident que s'ils pouvaient résister derrière les remparts, les défenseurs de Rome étaient hors d'état de se mesurer en rase campagne avec les soldats français.

Le feu de la place continuant avec la même intensité, on dut établir vers la gauche de notre position des pièces, qui prenant d'écharpe celles si-

tuées sur le rempart, pussent les obliger à éteindre leur feu. Le capitaine Fabar vint déclarer au général en chef qu'il connaissait un chemin par lequel nos colonnes arriveraient à la porte Angelica à l'abri du feu de l'ennemi ; c'était , disait-il , dans cette direction que la démonstration en faveur des Français était préparée et se produirait énergiquement.

Cédant à ses instances , le général en chef lui prescrivit de conduire de ce côté la deuxième brigade ; mais, emporté par son bouillant courage, il l'entraîna à sa suite dans un sentier qui, se rapprochant du rempart, était battu directement par la mousqueterie de la place. Ce valeureux officier paya de sa vie cette témérité. Sa perte, vivement sentie par toute l'armée, affecta particulièrement le général Oudinot.

La deuxième brigade, commandée par le général Levailant , engagée ainsi dans un chemin creux où pleuvaient les balles et la mitraille , fut obligée de s'établir dans les maisons qui bordaient la route et de s'y retrancher solidement, pendant que la brigade Mollière , en face de la porte Ca-

vallagieri, résistait énergiquement aux efforts de l'ennemi. Les colonels Marulaz et Bouat des 20^{me} et 33^{me} de ligne parvinrent même à se maintenir sous les murs de la place sans éprouver des pertes sensibles.

En même temps et à l'extrême droite, le chef de bataillon Picard, du 20^{me} de ligne, à la tête de deux cent cinquante hommes environ de son régiment, voyant que la brigade Levaillant allait opérer sa diversion vers la gauche, et reconnaissant, fort en avant du point qu'il occupait et à hauteur de la porte Saint-Pancrace, une excellente position où il pouvait se maintenir avantageusement avec peu du monde, prit sur lui de l'occuper fortement et d'attirer les efforts de l'ennemi pour dégager ainsi notre gauche.

Ce mouvement réussit en partie ; c'est-à-dire que le commandant Picard conserva la position qu'il avait occupée en faisant éprouver à l'ennemi des pertes considérables. Mais vers le soir le feu s'étant ralenti, et ayant même un moment presque complètement cessé, les Romains sortirent en foule de la ville par la porte Saint-Pancrace et

s'avancèrent vers lui en agitant des mouchoirs blancs et en criant : *La pace, la pace, siamo amici, siamo fratelli.* (*) M. Picard fut alors induit à penser que la diversion vers la porte Angelica avait réussi, et que les Français étaient dans Rome; cependant, il voulut aller d'abord prendre les ordres du général en chef. Dans ce but il entra dans la ville, accompagné d'un autre officier, en recommandant à sa petite troupe de se maintenir en position. Mais pendant son absence les choses changèrent de face. Ce détachement se trouva successivement entouré par des populations dont les démonstrations d'abord sympathiques devinrent bientôt hostiles, désarmé, poussé vers la ville, et là on déclara à nos soldats qu'ils étaient prisonniers de guerre.

Il devenait évident que l'arrivée des bandes de Garibaldi et des bataillons lombards de Civita-Vecchia, qui contrairement aux conventions stipulées venaient d'entrer dans la ville, avait comprimé l'élan des citoyens. Rome devait donc être

(*) La paix, la paix, soyons amis, soyons frères.

désormais l'objet d'une attaque complète et régulière. D'ailleurs la nuit venait, il était urgent de donner du repos aux hommes qui depuis le matin n'avaient cessé de faire preuve d'une ardeur infatigable.

Le général en chef expédia alors au ministre de la guerre une dépêche télégraphique annonçant que les portes de Rome nous étaient fermées, puis il donna des ordres pour l'évacuation des blessés sur Maglianella. Ce convoi fut successivement suivi par toutes les troupes de la colonne. Le général Levaillant dut cependant attendre, avec quelques compagnies, que l'obscurité lui permit d'emmener à bras deux pièces de canon dont les chevaux avaient été tués dès la première décharge.

A deux heures du matin, le premier mai, le général en chef quittait le lieu du combat avec l'extrême arrière-garde pour rejoindre l'armée au point de concentration indiqué.

L'appel par corps constata l'absence de cinq cents hommes environ : sur ce nombre, deux cents étaient à l'ambulance. On ignorait encore le

sort des deux cent cinquante hommes du commandant Picard. Il était donc impossible d'établir à ce moment un état même approximatif des pertes de la colonne.

Le lendemain 2 mai, à dix heures du matin, le convoi des blessés se mit en route pour Palo, escorté par quatre compagnies d'infanterie.

Le général en chef, dans l'espoir que peut-être l'ennemi hasarderait une sortie, voulût que l'armée n'arrivât que le 3 au soir, sur ce point, qui avait été choisi comme quartier général.



CHAPITRE IV.



Le choix du village de Palo, comme quartier général, avait été déterminé par plusieurs considérations. D'une part, là se trouvait un fort, susceptible d'une bonne défense; de l'autre, les arrivages sur ce point pouvaient avoir lieu facilement par mer.

Comme il ne fallait pas qu'on pût douter un instant de notre résolution bien arrêtée de reprendre l'offensive, les positions occupées par l'armée ne furent pas exactement les mêmes que celles prises lors de la marche sur Rome.

La première brigade s'arrêta à Palidoro, (trois kilomètres en avant de Palo), elle occupait là une série de crêtes, dominant un petit cours d'eau,

dont les berges escarpées rendaient la défense facile.

La deuxième brigade, établie à Palo, se trouva renforcée de sept compagnies du 66e, débarquées la veille à Civita-Vecchia. Le soir, quatre-vingt chevaux du 1er chasseurs, et le reste du 66e, vinrent rejoindre la colonne.

Le génie, de son côté, s'occupait activement de mettre le fort de Palo en état de défense et d'y construire des fours pour l'approvisionnement de l'armée.

On ne savait pas encore bien positivement à quoi s'en tenir sur le sort du chef de bataillon Picard ; on savait que des soldats Français étaient dans Rome, mais on en ignorait le nombre exact. Cependant le général en chef voulant profiter de la première occasion que la marine eût pu lui offrir, depuis le départ de la dépêche télégraphique du 30 avril, et comprenant combien il était important de donner des nouvelles, adressa au ministre son rapport, en date du 4 mai.*

(*) Voir aux pièces justificatives, n° 5.

Dans cette même journée, le *Sané*, qui était venu mouiller en face de Palo, embarqua pour les transporter à Bastia les blessés, officiers et soldats, dont le chiffre s'élevait à 199.

Il était évident que l'entrée des Français dans Rome devait être le résultat d'une guerre sérieuse, d'un siège probablement ; dès-lors, les transports de Civita-Vecchia à Rome, par la voie de terre, ne pouvant s'effectuer que très péniblement, il fallut se constituer une base d'opérations *secondaires*. C'est dans ce but qu'on établit, au fort de Palo, des magasins considérables.

Le général en chef jugea, en outre, qu'il était de la plus haute importance d'avoir, à l'embouchure du Tibre, un point qui permit d'intercepter les arrivages sur Rome, et qui pût servir de dépôt aux approvisionnements de l'armée.

Fiumicino, petit port situé sur la rive droite de l'un des bras du Tibre, réunissait toutes ces conditions. L'occupation de ce poste fut donc résolue. Le capitaine d'Etat-Major Castelnau, chargé de cette expédition, l'exécuta, sans coup férir, à la tête de trois compagnies d'infanterie. Il fut ac-

cueilli à Fiumicino avec des démonstrations de sympathie non équivoques. Trois jours après, le 20^e de ligne y était établi et jetait deux compagnies à Ostie, sur la rive gauche du fleuve, ce qui nous assurait, au besoin, de promptes relations de correspondance avec l'armée Napolitaine, qui occupait Terracine et marchait sur Velletri.

Les reconnaissances se succédaient dans la direction du Tibre. Ponte-Galera et la Magliana avaient été successivement explorés par des officiers d'Etat-Major, accompagnés de détachements de cavalerie.

Le 6, un escadron du 1^{er} chasseurs rejoint l'armée. La santé du lieutenant-colonel de Vaudriméy, profondément altérée depuis le commencement de la campagne, lui interdisait momentanément l'usage du cheval; il fut désigné pour remplir les fonctions de gouverneur de Civita-Vecchia. Le colonel de Noue, du 1^{er} chasseurs à cheval, le remplaça provisoirement comme chef d'état-major général.

Le 8, le bruit se répand que nos soldats, rete-

nus dans Rome à la suite du 30 avril, sont en vue du camp ; en effet , une heure après, le commandant Picard se présente devant le général en chef, porteur d'un décret du triumvirat, qui rend la liberté aux Français tombés au pouvoir des Romains par suite des événements de la guerre.

Alors seulement il nous fut possible d'avoir sur cette affaire les détails qui ont été rapportés plus haut. Nos soldats, pendant leur séjour à Rome, avaient été entourés de séductions de toute nature ; on avait cherché à obtenir d'eux une protestation contre l'esprit et le but de l'expédition Française ; mais , malgré les sollicitations incessantes dont ils étaient l'objet, tous avaient refusé, avec indignation, de se prêter à cette odieuse-manœuvre. *

Le renvoi des prisonniers émanait, surtout, d'une pensée politique. Le triumvirat espérait se créer ainsi des partisans parmi nous ; il n'en fut rien. Le soldat était inaccessible à tout autre sentiment qu'à celui de l'honneur national.

* Voir aux pièces justificatives, n 6.

Cependant le général en chef, usant de générosité, donna des ordres pour que le bataillon républicain de huit cents hommes environ, que les événements de la guerre nous avait contraints de désarmer à Civita-Vecchia, fut rendu au gouvernement Romain.

Le lieutenant-colonel d'artillerie Larchey, avait pris toutes les mesures nécessaires pour que le matériel, quelque peu considérable qu'il fut alors, pût rejoindre l'armée par la mer et le Tibre ; il devenait donc indispensable de se rapprocher à la fois de la ville et du fleuve.

Le 8 mai dans la matinée, le général en chef voulant arrêter le projet d'attaque de la place, réunit en conseil les chefs de l'artillerie et du génie.

De concert avec eux, il fut reconnu que la portion de l'enceinte à proximité du fleuve et sur la rive droite, était la seule qu'il fut possible d'attaquer sérieusement sans préjudice notable pour les monuments de Rome. Ce choix avait d'ailleurs l'avantage de nous maintenir en communication constante avec notre base d'opérations. Un mouvement dans cette direction fut arrêté.

Le 9 , la brigade Mollière se porte à Castel-di-Guido. Le même jour le 46me léger arrive au camp , il est provisoirement placé à la 2me brigade. Les six compagnies du 36me laissées à Civita rejoignent aussi le soir , elles ont été relevées par un bataillon du 68me.

Le 10, le lieutenant-colonel du génie Leblanc et le capitaine Boissonnet qui remplissaient à Rome une mission diplomatique au moment du départ de Civita-Vecchia et que le triumvirat avait retenus prisonniers, arrivent au quartier-général.

Le même jour la brigade Chadeysson rallie l'armée , elle amène avec elle six pièces de siège , les seules que nous ayions, et pour le transport desquelles force avait été de dédoubler les attelages des pièces de campagne. La réserve du génie accompagne ce convoi.

Le 11, le général en chef transporte son quartier général à Castel - di - Guido. Les première et deuxième brigades occupent les hauteurs de Maglianella et de la Lungaretta. En même temps le 20me de ligne remonte parallèlement au Tibre et vient s'établir à Ponte-Galera , position qu'une

route praticable à l'artillerie relie à la Via-Aurelia.

Le 13, une colonne mobile sous les ordres du colonnel Blanchard et composée du 36^{me} de ligne et de cent chasseurs à cheval est envoyée à Acqua-Traversa, sur le haut Tibre, avec mission de couper les routes de Florence et d'Ancône et d'intercepter tous les arrivages sur Rome. Les six pièces de siège se portent à la Lungaretta pendant que le 20^{me} s'avance jusqu'à la Magliana. Le même jour, les deux derniers escadrons du 1^{er} chasseurs rejoignent le quartier-général.

Le 14, le 13^{me} de ligne remplace à Castel-di-Guido la 3^{me} brigade qui s'est portée à Magliana. On s'occupe activement d'installer de nouveaux fours pour l'approvisionnement de l'armée.

Toutes les dispositions sont donc prises pour conduire à bonne fin les opérations contre Rome aussi rapidement que peut le permettre l'insuffisance de nos ressources en matériel.

Dans la nuit du 14 au 15, M. de Lesseps, envoyé extraordinaire de France et ministre plénipotentiaire, arrive auprès du général en chef.



CHAPITRE V.



Les résultats de la journée du 30 avril avaient été dénaturés en France ; l'esprit de parti avait transformé un combat glorieux pour nos armes en un déplorable échec dont nos soldats ne pourraient se relever. Parce que les portes de Rome ne nous avaient point été ouvertes , parce que les étrangers opprimaient la population, on voulait en conclure que l'intervention française était unanimement réprouvée. Ces assertions avaient trouvé de l'écho jusque dans l'Assemblée législative. Les calomnies imprimées à Rome et répandues avec profusion arrivaient rapidement par la voie de terre ; les nouvelles de l'armée ne pouvaient être transmises que par mer ; la rareté des com-

munications permettait à ces mensonges de se propager avec rapidité ! (*)

Le gouvernement jugea à propos de placer à côté du chef militaire un agent diplomatique qui pût se consacrer tout entier au soin des négociations et des rapports à établir avec les autorités et les populations. M. Ferdinand de Lesseps avait été choisi pour remplir cette mission ; il lui était recommandé d'entretenir avec le général en chef les relations les plus intimes et les plus confiantes, et de concerter avec lui ses démarches. Le général avait reçu en même temps l'ordre de ne pas confondre son action avec celle des forces autrichiennes ou napolitaines : il était même chargé de le faire savoir au gouvernement romain.

(*) Il est à remarquer que les bâtiments employés au service des transports de la guerre, sortant de Toulon, ne pouvaient emporter les dépêches qui étaient en principe dirigées sur Marseille, d'où la seule voie de correspondance régulière ne partait que trois fois par mois. Le service postal n'a été véritablement établi qu'à dater des derniers jours de juillet. Cette lacune fut pendant toute la campagne la source d'une série d'erreurs et de malentendus que l'armée était impuissante à prévenir et qu'elle eut souvent à regretter.

Le président de la République adressait au général en chef une lettre remplie des témoignages les plus flatteurs pour nos soldats. Cette lettre fut mise immédiatement à l'ordre de l'armée. (*)

Les momens étaient précieux ; toutes les troupes étaient concentrées à Castel-di-Guido et prêtes à se porter en avant ; d'accord avec M. de Lesseps qui part pour Rome le 15, dans la matinée, le général en chef établit son quartier-général à Vinadel-Corviale, à cheval sur la Via-Portuense et au milieu de la 2^{me} brigade. La route qui communique à ce point est rendue praticable par les travaux du génie. La première brigade se porte en avant de la Magliana et la 3^{me} à Casa-Maffei. Les six pièces de siège sont dirigées sur les bords du Tibre et confiées à la garde du 20^{me} de ligne.

Le 16, la deuxième brigade occupe le plateau de la villa Santucci, à 1800 mètres de la porte Portèse, ayant à sa droite la première brigade à Santa-Passera et dirigeant sa gauche vers la villa Pamfili.

(*) Voir aux pièces justificatives, n. 7.

Le même jour une reconnaissance est opérée dans cette dernière direction par le général Levassant (Charles). Celui-ci enlève un poste de quarante-cinq hommes qui occupait Capelletta et le conduit à Corviale.

Au même moment M. de Lesseps arrive de Rome annonçant au général en chef que sûr d'avance de son approbation, il a conclu avec le triumvirat une suspension d'hostilités.

Sur ses instances répétées, le général Oudinot consent à renvoyer ses prisonniers.

Le soir, le quartier-général est transporté à Villa-Santucci. Le 25^{me} léger vient rejoindre l'armée.

Il fallait établir à hauteur des positions occupées par nos troupes une communication avec l'autre rive du fleuve, de manière à commander également toutes les grandes directions qui conduisent à Rome de ce côté.

M. Olivieri, lieutenant de vaisseau, désigné par l'amiral Tréhouart pour diriger la navigation du Tibre, conduit au mouillage de San-Paolo cinq tartanes qui servent au génie (car nous n'a-

vions point de pontonniers) pour établir un pont de bateaux provisoire. En attendant sa construction, on installe un bac à traile et deux compagnies d'infanterie sont jetées sur la rive gauche. On fait à cette occasion pour la première fois usage, comme remorqueur, d'un petit bâtiment à vapeur trouvé dans le port de Civita-Vecchia lors de notre débarquement. Cet essai ayant parfaitement réussi, un service régulier est organisé pour transporter par eau les approvisionnements de toute nature et pour opérer sur Civita-Vecchia les évacuations des malades et blessés.

C'est ici le lieu de faire remarquer combien, durant tout le cours de la campagne, l'armée eut à s'applaudir du concours incessant et zèle qu'elle trouva dans la marine, à laquelle les bâtiments à vapeur permettaient de nous venir régulièrement en aide.

Le 19 mai, les généraux Vaillant et Thiry, désignés pour prendre le commandement du génie et de l'artillerie dont on augmentait l'effectif, arrivent au camp.

Il est dès lors évident que l'intention bien ar-

rétée du Gouvernement français est de faire un siège en règle de la ville, si la population ne vient pas elle-même nous en ouvrir les portes. M. de Lesseps continue cependant ses négociations avec le gouvernement romain ; mais, quoique les hostilités soient suspendues, on n'en poursuit pas moins les préparatifs d'attaque ; de nombreuses corvées travaillent chaque jour à confectionner les approvisionnements de gabions, fascines et saucissons.

Dès les premiers jours de l'arrivée de M. de Lesseps et alors que les hostilités avaient cessé de part et d'autre par une sorte de convention tacite, le gouvernement romain avait fait dire au général en chef que nos officiers de santé seraient autorisés à donner leurs soins au petit nombre de soldats qui, après l'affaire du 30, avaient été recueillis dans les hôpitaux de Rome.

M. Finot, chargé en chef du service médical, fut envoyé pour les visiter. Cet officier de santé n'eut que des éloges à donner à la sollicitude dont ils étaient l'objet, mais il avait fait remarquer aux Romains la mauvaise organisation de leur service hospitalier.

M. de Lesseps qui, répétait-il chaque jour était en voie d'obtenir du triumvirat l'entrée immédiate de l'armée dans la ville, insiste alors vivement pour qu'un caisson d'ambulance soit envoyé à titre de cadeau à la municipalité romaine.

Le général en chef, sur la déclaration plusieurs fois renouvelée qu'une semblable démarche doit amener une solution immédiate, et après s'être assuré que les besoins de l'armée n'auront à en souffrir en aucune manière, se décide à céder aux sollicitations de notre ministre plénipotentiaire.

Quelques jours après, le triumvirat répondit à ce présent par l'envoi d'un fourgon chargé de cigares et de tabac. Cette gracieuseté apparente servait à déguiser un des mille moyens employés pour ébranler la discipline dans le cœur de nos soldats. Les paquets de tabac et de cigares renfermaient des proclamations incendiaires et des appels à la révolte.

Le 24 mai, le général en chef passe à Magliana la revue du 13^{me}, 25^{me} légers et 13^{me} de ligne. Le 4^{er} Bataillon du 13^{me} léger part immédiatement après pour faire une reconnaissance

dans la direction d'Acqua-Traversa, afin de se relier au 36^{me} et de compléter autant que possible l'investissement de la place de ce côté.

Vers le même temps, les Napolitains, qui avaient successivement occupé Veller et Albano, voyant que les négociations de M. de Lesseps se faisaient en dehors de leur action, se décidèrent à opérer un mouvement retrograde. Ils savaient que la ferme résolution du général en chef était de se rendre maître de la ville, et de ne pas transiger sur ce point avec le triumvirat. A cet égard leur confiance était absolue ; mais ils redoutaient l'influence de la diplomatie, et de nouveaux retards auraient contrarié leurs projets.

Au moment où cette retraite se prononçait, Garibaldi sortit de la ville avec quelques milliers d'hommes, et tournant la position, attaqua l'armée napolitaine auprès de Velletri. Le roi de Naples se décida alors à se replier jusqu'à Terracine.

Le 22, la marine, de concert avec le génie, détermine l'emplacement du pont à jeter sur le Tibre. On choisit un point à environ 700 mètres au-dessous de San-Paolo.

Le même jour, le colonel Lebarbier de Tinau, chef d'état-major-général, accompagné du colonel Niel, chef d'état-major du génie, pousse une reconnaissance en avant de San-Carlo jusqu'à la maison dite *des six volets verts*, afin de fixer le point où les lignes d'attaque devront être établies.

On fait choix, pour dépôt de tranchée, d'une position située à environ deux kilomètres de la place et parfaitement couverte par les hauteurs qui l'entourent du côté de Rome.

Le 23, le général en chef, voyant que les négociations de M. de Lesseps traînent en longueur et menacent de prendre une direction contraire aux intérêts de la France, et craignant d'ailleurs la venue des fortes chaleurs, si terribles pour l'état sanitaire des troupes dans la campagne de Rome, réunit en conseil de guerre les officiers généraux et le chef d'état-major. On est unanimement d'avis que la suspension d'armes ne saurait se prolonger sans de graves inconvénients.

Le même jour, le général Rostolan nommé au commandement de la deuxième division, ar-

rivé à Santucci. Les projets de notre gouverneur sont enfin nettement dessinés. Le général met à l'ordre du jour la nouvelle constitution de l'armée expéditionnaire.

Le 24, on trace sur la rive gauche du Tibre une tête de pont, dont les déblais doivent être confiés aux travailleurs d'infanterie.

Le 25, le 13^e léger quitte Maglianella pour aller-relever le 36^e à Acqua-Traversa. Ce mouvement a pour but d'assigner aux troupes un emplacement en rapport avec le nouvel embrigadement.

La brigade Chadeysson va occuper Corviale; elle est remplacée par la brigade Levailant (Jean).

Le 13^e de ligne reste à Maglianella.

Le 11^e dragons, nouvellement débarqué, s'établit à Castel-di-Guido et Maccarèse. Ses avant-postes sont auprès du 13^e de ligne.

Le génie continue à s'occuper activement des préparatifs nécessaires pour la construction du pont. Le dépôt de fascines et gabions confectionnés est transporté de Santucci au lieu choisi pour *dépôt de tranchée*.

Le lieutenant-colonel Sol , du 33^e de ligne, est désigné pour remplir les importantes fonctions de major de tranchée.

Le 27 mai , le colonel Pesson , du 22^e léger , meurt subitement au camp de Corviale.

Le 29 mai , dès le matin , malgré les instances de M. de Lesseps , qui voulait maintenir le *statu quo* le plus complet , on jette le pont de bateaux. Deux compagnies de chasseurs à pied se portent en avant et occupent la basilique de San-Paolo , à cheval sur la route d'Ostie. Le même jour , le général en chef passe en revue , à Casa-Maffei , la division Guesviller , ainsi que toute la cavalerie. Ce mouvement de troupes considérables , opéré à proximité de la place , ne peut manquer de produire sur les habitants un puissant effet moral.

La batterie de siège est transportée de la Magliana à Santa-Passera avec le bataillon du 20^e qui la gardait. Le 33^e de ligne se porte à San-Carlo , pour protéger le dépôt de tranchée.

Le 30 mai , le 13^e de ligne va rejoindre le 13^e léger à Acqua-Traversa. Cent cinquante chasseurs à cheval et une section d'artillerie l'accompagnent.

Le général Sauvan prend le commandement de la colonne.

Le général en chef voit qu'évidemment les négociations de M. de Lesseps ne peuvent avoir d'issue compatible avec l'honneur de la France. Vingt-quatre heures s'étant d'ailleurs écoulées sans réponse à l'ultimatum posé au triumvirat par notre ministre plénipotentiaire; le général se reconnaît en droit de reprendre énergiquement les hostilités.

La fin de la suspension d'armes est annoncée pour minuit. Le 1^{er}, dès la pointe du jour, on doit s'emparer simultanément du Monte-Mario et de la villa Pamfili.

Cependant le 30, à dix heures du soir, M. de Lesseps renouvelle ardemment ses instances pour obtenir une nouvelle prolongation; il annonce qu'il est sur le point d'obtenir enfin une solution favorable, et déclare en même temps que la moindre démonstration rendrait le succès impossible.

Le général ne cède qu'avec regret à ses pressantes sollicitations et suspend les ordres d'attaque; mais le général Sauvan avait quitté son

bivouac à la nuit tombante, afin de pouvoir, au moment même où la trêve-expirerait, prononcer son mouvement sur le Monte-Mario. Le contre-ordre ne put donc lui arriver à temps, et à une heure du matin il était maître de la position sans coup férir, les Romains qui l'occupaient s'étant retirés à l'approche de nos troupes.

Le général va, dans la journée, visiter ce point important qui domine toute la ville et commande les grandes directions sur le haut Tibre.

Le génie termine ses préparatifs de siège. Plus de deux mille gabions sont prêts à être mis en service.

Le 30, à dix heures du matin, M. de Lesseps revient de Rome, apportant un traité qu'il a signé de concert avec les triumvirs. La principale clause est que nos troupes n'entreront point dans la ville et occuperont des cantonnements extérieurs.*

L'influence des démagogues dont il s'entourait, l'avait emporté; les intérêts du pays étaient indignement sacrifiés.

Le général en chef refuse formellement de cou-

* Voir aux pièces justificatives, n. 8

sentir à de pareilles conditions, qui ne peuvent être la pensée du gouvernement et qui révoltent notre honneur militaire. Il signifie à M. de Lesseps, que, désormais, il n'écouterà que ses propres inspirations, et que sa main se desséchera plutôt que de signer un traité qui impliquerait l'abdication de notre dignité nationale.

Il fait immédiatement connaître au triumvirat cette rupture éclatante. *

Ici qu'il nous soit permis d'empiéter sur les événements et de rappeler que le Conseil d'Etat, en infligeant à la manière d'agir de M. Ferdinand de Lesseps un blâme sévère, en l'absence de toute pénalité à infliger, est venu sanctionner hautement la conduite de notre général en chef.

M. de Lesseps fait alors partir pour Paris un envoyé chargé de soumettre à l'Assemblée Nationale le traité qu'il avait signé.

Le général en chef, dans le but de faire connaître à la France toute la vérité, envoie également à Paris un interprète de sa pensée. Il fait choix

* Voir aux pièces justificatives, n. 9.

d'un officier général haut placé dans l'estime de l'armée et dans sa confiance. Le général de division Regnaud de St-Jean-d'Angely est chargé de cette mission.

Mais, par une coïncidence toute providentielle, le jour même une dépêche télégraphique apportée de Civita-Vecchia par estafette, annonce que le moment est venu d'entrer dans Rome: *La voie des négociations, dit-elle, est épuisée. La mission de M. de Lesseps est terminée.*

La mise à l'ordre de cette dépêche excite parmi les troupes les plus vifs transports.

Le général Regnaud, dont la présence devenait plus utile à l'armée, est rappelé au moment où il s'embarquait pour la France. Son aide-de-camp, le capitaine d'État-Major Durand de Vilers, continue seul sa route sur Paris, porteur de dépêches pour le gouvernement.

Les hostilités pouvaient donc recommencer immédiatement. L'intérêt de nos nationaux et des étrangers habitant Rome, fit seul retarder l'atta-

² Voir aux pièces justificatives, n. 10.

que. M. de Gérando, chancelier de l'ambassade de France, fut chargé de prévenir dans Rome qu'un refuge était ouvert au couvent de San-Paolo à tous ceux qui voudraient quitter la ville.

Il avait, en outre, mission de publier que pour faciliter cette mesure *la place* ne serait pas attaquée avant le délai de trois jours. *

Quelques mouvements de troupes eurent lieu pour préparer les opérations du lendemain.

Une compagnie de chasseurs à pied fut envoyée au Monte-Mario. Nous avons particulièrement appris au combat du 30 tous les services qu'on peut attendre de cette troupe, lorsqu'elle est bien employée, c'est-à-dire lorsqu'elle peut profiter des avantages que lui donnent la portée et la justesse de son tir.

* Voir aux pièces justificatives, n. 44.



CHAPITRE IV.



La journée du 2 juin est en entier employée à donner des ordres pour les attaques du lendemain.

La cavalerie doit pousser de fréquentes reconnaissances sur la rive gauche du Tibre, afin de donner le change à l'ennemi sur nos véritables projets.

Le 3 juin, à la point du jour, deux colonnes commandées l'une par le général Mollière, l'autre par le général Levaillant (Jean), arrivent sous les murs de la villa Pamfili.

Le général Levaillant, avec les 16^{me} et 25^{me} légers et appuyé par le 66^{me}, parvient à forcer une des principales entrées et se porte vivement à l'attaque de la villa, elle est bientôt enlevée sans pertes sérieuses. Plus de deux cents prisonniers

dont dix-neuf officiers, un drapeau et vingt mille cartouches tombent en notre pouvoir.

La colonne Mollière avait été obligée, pour se frayer un passage, de faire sauter à la mine une portion du mur d'enceinte. Elle arriva donc sur le plateau quand la maison était déjà occupée par nos troupes, mais la position n'eût pas été tenable si l'on ne se fût immédiatement emparé de l'église Saint-Pancrace d'une part, et des maisons Corsini et Valentini de l'autre, qui, se reliant à la place dont elles sont très-rapprochées, permettaient à l'ennemi de nous couvrir de mitraille.

Ces points furent vigoureusement défendus : cinq fois dans la journée la villa Corsini fut prise et reprise, mais grâce à l'énergie et à l'élan de nos soldats nous restâmes enfin maîtres de la position, sans que l'ennemi, malgré tous ses efforts, pût nous en débusquer.

Le lendemain 4, on évacuait par le Tibre cent trente-neuf blessés et deux cent six prisonniers, officiers et soldats. La glorieuse journée du 3 ne nous avait coûté que onze morts.*

* Voir aux pièces justificatives, n.° 42.

L'occupation de Pamfili et des postes qui s'y rattachent fut confiée à la brigade Mollière en entier et à une brigade formée des 13^{me} et 25^{me} légers. L'ensemble de ces forces était sous le commandement du général Regnaud d'Angely. Pendant toute la durée du siège ces troupes avaient la pénible mission d'occuper les avant-postes qui couvraient nos lignes d'attaque, et sur lesquelles l'ennemi ne cessait de diriger tout l'effort de son artillerie ; c'est ce qui explique comment la brigade Mollière en particulier, quoique n'ayant pris que peu de part aux travaux de tranchée, éprouva des pertes relativement plus considérables que les autres corps.

En même temps qu'on s'emparait de ces points si importants pour servir d'appui à la gauche de nos travaux, le général Sauvan, avec une partie de sa brigade, passait le Tibre au Ponte-Molle après une faible résistance de la part des troupes qui le défendaient, et venait établir une tête de pont sur la rive gauche du fleuve.

Le lendemain, il poussait une reconnaissance de cavalerie jusqu'à trois cents mètres de la porte du Peuple.

Tout était prêt pour l'ouverture des travaux d'attaque.

Le 4, à huit heures et demie du soir, douze cents travailleurs et deux bataillons de garde de tranchée étaient réunis en avant de la maison des *six voléts verts*, à trois cents mètres environ du mur d'enceinte.

Au signal donné, on se met à l'œuvre, et la nuit s'écoule toute entière sans aucune tentative de la part de l'ennemi pour contrarier nos travaux. Cette sécurité fut due surtout aux ordres donnés par le général en chef pour faire opérer à cet instant deux fausses attaques, l'une à la villa Pamfili, l'autre en avant du Ponte-Mollo, ce qui s'exécuta sans pertes de notre côté.

Le 5, dans la journée, le 53^{me} débarqué le 2 à Civita-Vecchia, arrive à Santucci ; le soir même, il fournit un bataillon de garde de tranchée. Le soir, deux sorties sont inutilement tentées par les assiégés sur la villa Corsini.

On apprend l'arrivée à Civita-Vecchia d'une gabarre de charge portant quatre pièces de 24, deux obusiers de 22 c. et quatre mortiers. Cette

nouvelle parvenait en moment opportun , car , on le sait, lorsque l'on avait commencé les travaux d'attaque régulière, nous n'avions à notre disposition que six pièces de siège, à savoir : quatre pièces de 16 et deux obusiers. Pour obvier en partie à cette insuffisance, on avait été obligé d'emprunter à la marine quatre pièces de 30.

Le même jour 5, le colonel Buenaga, chef d'état-major de l'armée espagnole ; et le colonel Dagostino, aide-de-camp du roi de Naples, accompagnés de plusieurs officiers des deux nations, vinrent à Santucci pour offrir le concours de leurs armées au commandant en chef.

Le général les reçut avec empressement , mais fidèle à la règle de conduite qu'il avait adoptée dès le commencement de la campagne, il répondit à ces officiers supérieurs qu'il avait la certitude d'entrer prochainement dans Rome, et qu'il s'en serait déjà rendu maître sans les retards apportés par la diplomatie.

Déjà les Autrichiens avaient été invités à ne pas dépasser leur point d'occupation actuelle, il les engageait en conséquence à ne faire aucun mou-

vement sur Rome pendant les opérations du siège.

Le général Oudinot donna d'ailleurs à ces officiers toutes facilités pour visiter aussi souvent qu'ils le voudraient les travaux d'attaque.

Du reste, nous aimons à le constater, les meilleures relations n'ont jamais cessé d'exister entre les généraux napolitain, espagnol, autrichien et français. Il ne faut pas s'en étonner, les troupes qui ont appris à s'estimer sur les champs de bataille ont naturellement des vives et sincères sympathies les unes pour les autres.

Les journées des 6 et 7 juin se passent à établir des batteries pour contrebattre le feu de l'ennemi soit sur le rempart, soit au Testaccio. Elles n'ont dû y répondre que de loin en loin.

Le 7, au soir, le 32^{me} rejoint l'armée.

Dans la journée du 8, on élargit la tranchée de manière à rendre les communications plus faciles. Deux boyaux sont tracés en avant de la parallèle ; on arme une batterie de mortiers pour envoyer des bombes dans le bastion 6. Une forte reconnaissance de cavalerie poussée par le général Mor-

ris, sur la rive gauche du Tibre, ramène un grand nombre de voitures qui portaient à Rome des matières combustibles et des approvisionnements de toute nature.

Les deux journées suivantes sont occupées aux travaux de tranchée. Pendant toute la durée du siège, le feu de la place, très-vif le matin, n'a pas cessé de s'alentir vers dix heures, pour reprendre avec une nouvelle force à cinq heures du soir et continuer jusqu'à la nuit close. Alors on n'entendait plus que des fusillades insignifiantes.

Le 10, un bataillon du 13^{me} léger quitte Pamphili pour Monte-Mario, il doit faire partie d'une reconnaissance envoyée sur le Teverone, afin de couper les ponts Salara, Nomentano et Mammolo, et d'intercepter ainsi les communications sur Rome. En même temps, à hauteur de Casa-Maffei, on fait une coupure dans l'aqueduc de l'Acqua-Paola, dont les eaux mettent en mouvement tous les moulins du Transtevere.

Le 11, pendant la nuit, l'ennemi tente d'incendier notre pont en lançant sur le fleuve une barque enflammée à laquelle sont amarrés deux

bateaux remplis de poudre ; l'activité des marins et des soldats de garde à la tête du pont déjoue ces projets ; et le brulôt vient s'échouer sur le rivage.

Le même jour, le général Morris, à la tête de quatre escadrons de cavalerie, pousse une reconnaissance jusqu'à Frascati où il est parfaitement accueilli par la population.

M. de Corcelles, envoyé extraordinaire de France, arrive au quartier-général.

Le 12 juin, six batteries sont prêtes à ouvrir leur feu, l'ennemi tente dès le matin une sortie sur nos pièces ; il est repoussé vigoureusement à la baïonnette par les bataillons de garde de tranchée et principalement par les compagnies d'élite du 36me.

Dans la journée, le feu de la place devenant incommode pour les travailleurs, les batteries 3 et 4, sont autorisées à répondre ; elles ont bientôt fait taire les pièces ennemies.

Le général en chef, avant de diriger contre la ville une attaque sérieuse d'artillerie, adresse au triumvirat romain une dernière sommation. *

* Voir aux pièces justificatives, n. 43.

Les propositions du général sont discutées dans une séance de nuit, et le 13, à six heures du matin l'assemblée répond qu'elle repousse les ouvertures qui lui sont faites, *

A dix heures nos batteries ouvrent leur feu ; il a principalement pour but de faire taire les pièces des remparts.

Dans la nuit du 13 au 14, les travaux d'attaque sont poussés jusqu'à soixante mètres du mur d'enceinte où l'on commence une place d'armes.

Le soir, un bataillon Romain, fort de six cents hommes, sort par la porte du peuple et vient inquiéter la compagnie qui occupe la rive gauche du fleuve en avant du Ponte-Molle. Quelques coups de canon, tirés sur les maisons qu'occupe l'ennemi, ne tardent pas à le débusquer.

Depuis quelques jours le général en chef avait appris que la petite ville de Porto-d'Anzio, située sur la côte entre Fiumicino et Terracine, fournissait aux Romains une grande partie de leurs projectiles. Le concours de la flotte nous permettait de priver l'ennemi de cette ressource.

* Voir aux pièces justificatives, n. 14.

Le capitaine d'Etat-Major Castelnau reçoit l'ordre de se rendre à Porto-d'Anzio à bord de la frégate le Magellan : il emmène avec lui une compagnie d'infanterie. Arrivé en vue de la ville, M. Castelnau descend à terre et signifie aux autorités qu'il a mission de détruire la fabrique de projectiles et que des troupes l'accompagnent pour lui prêter main-forte, s'il était nécessaire.

Le gonfalonier n'essaie point de faire résistance, et le 14 le Magellan rapporte à Civita-Vecchia plus de mille projectiles de toute nature, trois mille kilogrammes de mitraille et une pièce de canon. Trois autres avaient été enclouées sur place. La fabrique était mise hors d'état de servir pendant plusieurs mois.

Dans la nuit du 14 au 15, les travaux continuent avec activité ; on termine la place d'armes à soixante mètres des saillants.

Le 13e léger rentre à Casa-Maffei et est remplacé à Pamfili par le 25e léger. Ce mouvement place momentanément la brigade Levailant (Jean) en entier sous les ordres du général Regnaud.

Le 15, dès la pointe du jour, l'ennemi renouvelle ses attaques sur le Ponte-Molle. Une sortie de douze à quinze cents hommes, avec deux pièces d'artillerie, s'avance sur les hauteurs du Monte-Pariolo et ouvre une canonnade des plus vives contre les défenseurs de la tête de pont.

Pendant toute la journée, l'engagement continue entre les tirailleurs Romains et les nôtres. Mais, vers trois heures du soir, le général Guesviller arrivé avec le deuxième bataillon du 13^e léger, lance les quatre premières compagnies contre les positions qu'occupe l'ennemi. Celui-ci est débusqué à la baïonnette et refoulé jusque dans la villa Borghèse.

Nous avons déjà fait remarquer que le matériel et les troupes d'artillerie n'étaient pas dans des conditions numériques proportionnées à l'effectif des autres armes et au but que l'on se proposait d'atteindre. Le gouvernement, comprenant enfin la nécessité de combler cette lacune, envoyait successivement de nouveaux renforts.

Le 16, une batterie de douze et une compagnie de pontonniers arrivent au quartier général. On

s'empresse de confier à ces derniers. le soin de réparer les ponts du Tibre, car les reconnaissances de cavalerie continuent sur les grandes directions de la rive gauche du fleuve.

Le 17, le général Guesviller, qui avait reçu un renfort de cavalerie, va reconnaître tout le terrain où s'était passé le combat du 30. Il s'avance sans être inquiété jusque sous les murs de la villa Borghèse.

Pendant ce temps, le génie s'occupe activement de compléter la défense du Ponte-Molle.

Dans la nuit suivante on termine la dernière parallèle à soixante mètres des saillants. C'est là que seront établies les batteries de brèche.

Cependant, les pièces de siège disponibles ne sont encore qu'au nombre de seize en y comprenant quatre mortiers : d'autres canons sont bien débarqués depuis quelques jours au grand parc de Santa-Passera, mais les affûts manquent et ce retard paralyse nos opérations.

Le 19, une colonne mobile va détruire de nouveau le pont Salara sur le Teverone, et s'empare de plusieurs voitures chargées de poudre:

Une tartane, portant des affûts de siège, arrive

enfin au mouillage de San-Paolo ; on s'empresse de la décharger , et les trois batteries de brèche, construites pendant la nuit, ouvrent leur feu à dix heures du matin et le soutiennent jusqu'au soir sans que la place y réponde.

Le 20 juin , les batteries de brèche continuent leur feu toute la journée sans être incommodées par l'artillerie ennemie ; le parement extérieur du mur est complètement détruit , cependant la terre ne s'écroule pas avec facilité.

La journée du 21 est employée, en grande partie, à obtenir ce résultat ; enfin, à trois heures de l'après-midi , le génie déclare que les brèches sont praticables.

CHAPITRE VII.



Le général en chef arrête immédiatement toutes les dispositions nécessaires pour l'assaut. Les trois brèches sont pratiquées aux bastions 6 et 7 et à la courtine qui les unit. Trois colonnes d'attaque sont formées en conséquence ; elles ont ordre de couronner les brèches et de ne point se laisser emporter au-delà du rempart, où elles pourraient trouver de sérieux obstacles et engager une guerre de barricades, qu'il faut par dessus tout éviter ; aussi ne les compose-t-on chacune que de deux compagnies d'élite.

La première est fournie par le 53^e, sous les ordres du chef de bataillon de Cappe.

La deuxième par le 32^e, aux ordres du commandant Dantin.

La troisième, par le 36e, sous les ordres du chef de bataillon de Sainte-Marie.

Les travailleurs appartiennent aux 16e et 25e léger.

La réserve, composée de six compagnies d'élite des 22e léger, 66e et 68e, est commandée par le chef de bataillon de Tourville du 66e.

Vingt-cinq hommes du génie sont attachés à chacune des colonnes.

L'ensemble des troupes d'assaut est aux ordres du lieutenant-colonel Tarbouriech, du 36e.

A six heures du soir, ces diverses colonnes sont réunies en silence dans la tranchée. Tous les corps de la division Rostolan sont massés en arrière sur le plateau de Monte-Verde, prêts à suivre le mouvement ou à lui venir en aide.

Une dernière volée de mitraille est tirée pour balayer le rempart. Les colonnes s'élancent simultanément sur les brèches et y prennent pied sans éprouver de résistance sérieuse. Les travailleurs se mettent immédiatement à l'œuvre et deux heures après on était à couvert sur les bastions sans que l'ennemi eût inquiété notre opération autrement que par la fusillade.

Mais , à trois heures du matin , il ouvre avec toutes ses pièces une canonnade des plus vives , qui se prolonge pendant six heures environ sans nous faire de mal , les travaux de tranchée nous mettant presque entièrement à l'abri. Cette nuit nous coûtait dix hommes tués et quarante sept blessés.

Le général en chef , dans le but de détourner l'attention de l'ennemi avait ordonné que deux diversions seraient opérées au moment fixé pour l'assaut.

En effet , dès neuf heures du soir , le lieutenant-colonel Espinasse , du 22^e léger , avec un bataillon de son régiment et quatre pièces d'artillerie , vient occuper un mouvement de terrain en avant de San-Paolo , et soutenu par deux pièces de marine , placées sur le sommet du mamelon qui avoisine l'église , il engage avec la place un feu très nourri qui dure deux heures sans nous faire éprouver la moindre perte.

D'un autre côté , en avant du Ponte-Molle , le général Guesviller s'était porté avec quatre bataillons jusqu'au pied de la villa Borghèse , avait

fait quelques prisonniers, et était resté en position, lançant des obus dans la ville et dans le faubourg.

Notre établissement sur la brèche se consolide dans la journée, malgré le feu de l'artillerie ennemie.

La nuit est employée à construire sur la courtine 6 - 7 une batterie de quatre pièces de seize. On chemine dans le rempart pour prendre un point d'appui de droite au bastion 6. Mais les travaux du bastion 7, gênés par la batterie de San-Pietro-di-Montorio restent suspendus.

Le 23 au soir, la batterie de la courtine ouvre son feu.

Le général Guesviller, dont la mission est accomplie, rentre à Monte-Mario le 24 au matin, laissant un bataillon à Ponte-Molle, et envoie une colonne couper le pont Salara qui avait été rétabli.

Les opérations du siège continuent lentement pendant les journées des 25, 26 et 27. La batterie Corsini dirige un feu nourri contre le Vascello, poste avancé de la Porte San-Pancrace, et parvient à le ruiner presque entièrement ; mais notre artillerie, malgré sa vigueur, ne prend qu'avec peine sa supériorité sur celle de l'ennemi, très bien or-

ganisée et très bien servie par le corps des Suisses.

Pendant trois batteries sont établies sur le couronnement des brèches. Deux sont destinées à éteindre le feu de la batterie de San-Pietro-di-Montorio. La troisième est destinée à ouvrir le bastion 8. Quant à la batterie Corsini, elle dirige son feu contre le bastion 9.

Le 50^e de ligne, débarqué le 25, relève, avec l'un de ses bataillons, le 68^e à Civita-Vecchia; l'autre arrive le 27 à Casa-Maffei.

Dans la journée du 28, la batterie de brèche contre le bastion 8 produit, par son feu, un effet des plus satisfaisants.

Le 17^e de ligne rejoint la brigade Mollière à la villa Pamfili. Le deuxième bataillon de chasseurs arrive à Santucci.

Le général en chef, informé qu'il existait à Tivoli une poudrerie qui fournissait journellement à l'armée Romaine deux fois plus de poudre que ne pouvait le faire la plus considérable de nos fabriques Françaises, prescrit au général Cuesviller de faire détruire cet établissement par une colonne mobile.

Le 28, à huit heures du soir, le général Sauvan part de Ponte-Molle avec deux bataillons d'infanterie, une section du génie et vingt-cinq chevaux. Il arrive à Tivoli le 29 à sept heures du matin. La poudrerie contenait plusieurs quintaux de poudre aux diverses époques de la fabrication et une quantité considérable de soufre et de salpêtre.

Tous ces approvisionnements sont jetés à l'eau, les machines à pilons sont brisées, les constructions en bois incendiées, enfin la fabrique est complètement détruite.

Il est à remarquer que les nombreuses colonnes mobiles, envoyées dans les diverses directions, n'eurent jamais l'occasion de se mesurer avec l'ennemi, qui, depuis le 30 avril, ne s'éloignait de ses remparts qu'avec une grande circonspection, bien qu'il y eût dans la place environ six cents chevaux de carabiniers ou dragons.

Pendant toute la journée du 29, l'artillerie continua son feu contre les bastions 8 et 9.

Le 29, à cinq heures du soir, la brèche au bastion 8 est terminée.



CHAPITRE VIII.



Les ordres sont donnés pour l'organisation immédiate des colonnes d'assaut. (*)

L'une d'elles, aux ordres du commandant Lefebvre, du 53e et composée de trois compagnies d'élite des 22e léger, 32e et 53e doit monter à la brèche du bastion 8 ; elle est accompagnée d'une section du génie et de trois cents travailleurs d'élite des 17e, 20e et 33e de ligne.

Trois compagnies de réserve des 36e, 66e et 68me sont aux ordres du chef de bataillon Le-Rouxau du 68e.

Une autre colonne doit gravir la brèche de la

(*) Voir aux pièces justificatives, n. 15.

courtine 6 - 7; et tourner la gorge du bastion 8, afin d'acculer les défenseurs au saillant de ce même bastion. Elle se compose de trois compagnies des 22^e léger, 32^e et 53^e. Le commandant Laforest du 22^e léger la conduit; il est appuyé par un bataillon de son régiment.

L'ensemble de ces colonnes est commandé par le lieutenant-colonel Espinasse.

Deux bataillons doivent occuper la tranchée comme troupes de soutien.

Deux diversions sont en même temps ordonnées; l'une à la villa Borghèse, par la division Guesviller., et l'autre sur la porte St-Paul par les pièces de marine.

Le 29, à dix heures du soir, cinquante brûlots de diverses formes sont lancés contre le pont établi à Santa-Passera.

Le zèle incessant de la marine et de la compagnie de pontonniers parvient à déjouer cette nouvelle manœuvre.

A deux heures du matin, le 30, les colonnes d'attaque gravissent le rempart, mais l'entrée de la brèche au bastion 8 est encombrée et les hom-

mes ne peuvent passer que par un. Les défenseurs du bastion ont bientôt l'éveil et commencent la fusillade.

Le commandant du génie Galbaud Dufort tombe mortellement blessé. Le chef de bataillon Le-fevre atteint d'une balle au bras est immédiatement remplacé par le commandant Le Rouxeau.

La colonne commence à prendre pied sur le bastion, lorsque le commandant Laforest, qui a exécuté son mouvement tournant arrive avec ses troupes et s'empare de sept pièces de canon, placées en arrière de la muraille Aurélienne.

Les Romains se voient ainsi couper la retraite. On les pousse à la baïonnette jusqu'au saillant du bastion. Là nos soldats font encore cent vingt-cinq prisonniers, dont dix-neuf officiers. Plus de quatre cents hommes étaient restés sur le terrain.

Nos pertes étaient de neuf hommes tués et cent dix blessés.

Cependant la compagnie de grenadiers du 36^e, commandée par le capitaine Tiersonnier, s'était avancée jusqu'à la porte St-Pancrace et occupait les maisons qui la dominant. Les efforts de l'enne-

mi n'avaient plus pour but que de nous déloger de cette position importante. La fusillade continuait de ce côté ; aussi, quoiqu'elle ne nous causât que des pertes peu considérables, ordre fut donné à cette compagnie de se replier en-deçà du mur Aurélien pour ne pas gêner les travaux du génie.

A cinq heures du matin, le couronnement de la brèche était terminé. Le feu avait entièrement cessé du côté de la ville. Tous les projets de l'ennemi avaient avorté. Le succès était complet sur tous les points.

La journée se passe dans cette situation.

Le soir, à dix heures, le général Roselli, commandant les troupes Romaines, fait annoncer au quartier-général que l'Assemblée Constituante reconnaît l'impossibilité de prolonger la défense.

Le 1^{er} juillet, à deux heures du matin, une députation de la municipalité arrive auprès du général en chef pour entamer les négociations. L'absence de M. de Corcelles, établi à Civita-Vecchia, apporte quelque retard à leur conclusion et les prolonge durant trente-six heures. Pendant ce temps nous ne cessons de travailler à consolider notre établissement sur le rempart.

Enfin, le 2 juillet, à trois heures de l'après-midi, les dispositions relatives à l'entrée dans Rome sont définitivement arrêtées. On doit le soir même nous livrer les portes St-Pancrace, Portèse et St-Paul, et le lendemain l'armée entière doit occuper la place.

Elle y pénétrera dans les meilleures conditions. Nos pertes par maladie, depuis le commencement de la campagne, sont insignifiantes, malgré l'excessive chaleur et les fatigues inséparables d'un siège. L'état sanitaire est constamment resté plus satisfaisant qu'il ne l'est habituellement en France à la même époque. Ce résultat doit être en partie attribué à l'énergie de nos soldats et à l'influence du moral sur les troupes. Il faut l'attribuer aussi au zèle éclairé de l'administration et à la sollicitude incessante dont le soldat était l'objet. (*)

Le 2, à dix heures du soir, un bataillon s'approche de la Porte Portèse, tandis que le 66e, se

(*) Le général en chef avait décidé que les hommes recevraient chaque jour une distribution de sucre et de café, une distribution de vin, et que les rations de riz et de viande seraient portées au maximum; enfin dix mille ceintures de flanelle avaient été distribuées à l'armée.

dirige vers San-Paolo et le 33e à la Porte St-Pancrace.

Arrivées sur les lieux, nos trois colonnes les trouvent, il est vrai, complètement abandonnés, mais l'entrée est fortement barricadée par des coffrages et des monceaux de terre de plus de quatre mètres de hauteur. Force est alors de se frayer un passage, la pioche à la main: Cependant le 33e put tourner la position par la brèche du bastion 8 et s'établir dans le Transtévère; il poussa même une grand'garde jusqu'au pont Siste. De son côté, le 36e s'établit au pont Quattro-Capi.

A deux heures du matin, les portes étaient déblayées et la circulation rendue possible sur tous ces points.

Le 3 juillet à midi, le général Guesviller occupait la Porte du Peuple; le même jour à cinq heures du soir, le général en chef, accompagné de son état-major et des états-majors particuliers de l'artillerie et du génie faisait son entrée dans Rome par la porte Portèse, à la tête de la deuxième division de l'armée et des troupes de cavalerie.

Le Transtévère l'accueillit avec des démonstra-

tions de joie et d'enthousiasme les moins équivoques. Dans la traversée du Corso, quelques uns des meneurs du parti vaincu voulurent essayer d'ameuter la population. On les eut bientôt dispersés à coups de crosse de fusil.

Le général Oudinot établit provisoirement son quartier général à l'Ambassade de France (Palais Colonna.) Il nomme le général de division Rostolan gouverneur de Rome; le général Sauvan est chargé du commandement de la place.

Le 4, à huit heures du matin, le fort St-Ange est remis à nos troupes après sommation.

Quelque confiant que pût être Garibaldi dans la générosité Française, il savait que son séjour dans la capitale des Etats-Romains était incompatible avec la présence de notre armée; aussi, le 3 au matin, il était sorti de Rome par la porte St-Jean, emmenant avec lui trois mille aventuriers de toutes les nations.

On pouvait craindre qu'il ne se jetât dans les montagnes d'Albano et qu'il ne cherchât à y organiser une guerre de partisans. La première division de l'armée reçoit l'ordre de le poursuivre

Le 3 au soir elle part, se dirigeant sur Albano ; mais Garibaldi ne fait qu'y passer, et se rabattant sur Tivoli, il entre dans les marches. La brigade Mollière prend aussitôt ses cantonnements à Albano, Frascati et Tivoli, de manière à préserver tout ce pays d'une nouvelle invasion.

D'un autre côté, et afin de couvrir Civita-Vecchia, le général Morris est envoyé avec trois escadrons et un bataillon du 50me, pour occuper Civita-Castellana et pousser même jusqu'à Orvieto et Viterbe. Ces mouvements ont aussi pour but d'étendre l'action française dans les États de l'Église, et de ne pas limiter son influence à l'occupation de Rome.

Au moment de notre entrée dans la ville, les troupes romaines comptaient encore dix-neuf mille cinq-cents hommes, ainsi que le prouvent les situations officielles. Il y aurait eu danger à conserver, en présence d'une armée victorieuse, un effectif aussi considérable. Tout ce qui était troupes irrégulières ou corps formés depuis la proclamation de la république fut immédiatement licencié. Ce ne fut pas sans de graves difficultés

que le général en chef obtint l'entière soumission de l'armée régulière. Tout en assurant protection aux droits acquis, on se réservait de modifier ultérieurement son organisation.

Le commandement de cette armée fut confié au général Levaillant (Jean).

Quelques assassinats avaient été commis, le jour de notre entrée dans Rome, le conspirateur Cernuschi avait fait afficher un appel à la révolte. Les habitants reçurent l'ordre de consigner dans les vingt-quatre heures entre les mains de l'autorité les armes qui pourraient se trouver en leur pouvoir. Cette opération produisit environ trente-cinq mille armes de toute espèce.

Depuis cette époque la tranquillité la plus parfaite ne cessa de régner dans la ville.

Mais tous les services publics manquaient de chefs et de direction. La ville était encombrée de malfaiteurs et de gens sans aveu, la police était sans action. La municipalité enfin, dont l'origine était toute républicaine, nous était ouvertement hostile.

Le général Oudinot eut à pourvoir à toutes ces

nécessités. La position était difficile. Les hommes les plus éminents de la cité étaient absents ou redoutaient le poignard des anarchistes. Cependant, quelques hommes de cœur et d'énergie voulurent bien nous prêter leur concours. Le prince Pierre Odescalchi consentit à accepter la mission de composer un conseil municipal.

Un des premiers soins du général en chef fut aussi de faire constater par une commission mixte, les dégâts causés aux monuments artistiques par suite de l'attaque de la place. Diverses autres commissions furent chargées d'obvier à l'encombrement des hôpitaux, de faire l'inventaire des archives et d'aviser aux moyens de donner du travail aux ouvriers inoccupés sous la direction de nos troupes du génie. (*)

(*) Le général en chef dut encore assurer immédiatement l'établissement des troupes.

Les casernes de Rome ne peuvent, on le sait, contenir qu'un petit nombre de soldats; or ces casernes étaient occupées par les troupes pontificales, il y aurait eu manque de générosité à les en faire sortir alors qu'elles se plaçaient sous la protection française.

Privé de cette ressource, le général en chef fit établir les divers corps dans les couvents, les palais et les

Le dimanche, 15 juillet, un *Te-Deum* fut chanté à l'église Saint-Pierre, en action de grâces du succès de nos armes.

Le général en chef choisit ce jour pour arborer les couleurs du pape et pour replacer au fort Saint-Ange l'étendard pontifical, qui fut salué de cent coups de canon. Les acclamations unanimes qui accueillirent l'armée témoignent hautement combien sa valeur, sa persévérance et sa discipline avaient excité dans la population de profondes sympathies,

Une revue générale des troupes françaises et romaines ajoutait à l'éclat de cette imposante cérémonie. Les prisonniers faits pendant la cam-

grands bâtiments, si nombreux à Rome. Il fit faire double distribution de paille pour remplir les sacs de couchage. Il prit, de concert avec la municipalité, les mesures nécessaires pour que notre administration militaire pût disposer immédiatement de deux mille cinq cents lits pour le service des hôpitaux, et que chaque jour il fut fourni mille lits complets jusqu'à concurrence de vingt mille.

Enfin, la sollicitude du général en chef s'étendit au même degré sur les troupes cantonnées dont l'établissement fût organisé d'une manière analogue.

Partout les autorités s'associèrent à sa pensée et s'efforcèrent de la réaliser.

pagne et retenus à Civita-Vecchia furent, à cette occasion, rendus à la liberté.

Désormais l'autorité du Saint-Père était rétablie dans les États de l'Église. La noble mission que la France s'était donnée était accomplie.

Peu de temps après, l'armée, dans la personne de son chef, recevait au Capitole un éclatant témoignage d'estime et de reconnaissance.

Au milieu d'un immense concours de populations, la municipalité décernait au général Oudinot et à sa descendance le titre de citoyens romains et les honneurs du patriciat.



CONCLUSION.



Après le récit impartial et fidèle de cette expédition tant controversée, tant calomniée, il reste à lui assigner le but qu'elle doit avoir au point de vue des principes d'ordre et de réparation dans lesquels la France est entrée.

C'est par cette appréciation que nous terminerons notre précis historique.

En allant à Rome, la France a dû céder à deux grands intérêts, l'un politique, l'autre religieux.

D'une part détruire ce foyer d'anarchie allumé au cœur de l'Italie, qui rayonnait sur toute la péninsule, et écraser l'esprit révolutionnaire, sous le souffle duquel était éclos un pouvoir monstrueux qui, inauguré par l'assassinat, ne se main-

tenait que par la violence et la terreur ; tel était l'intérêt politique que nous avions à soutenir.

D'autre part, restaurer l'autorité de l'illustre descendant de saint Pierre, chassé de ses états par les démagogues de tous les pays qui s'étaient abattus sur la ville Sainte comme sur une proie ; rendre au catholicisme en deuil son auguste chef, à qui la révolution faisait expier dans l'exil les bienfaits qui lui avaient valu le titre de *libérateur de l'Italie* ; tel était l'intérêt religieux que la France de Charlemagne et de saint Louis, cette fille aînée de l'Eglise, avait à faire triompher.

Les intérêts engagés dans la question romaine ne touchaient pas seulement au bien-être, à la sécurité de la France, ils étaient, sous le rapport politique, communs à toutes les puissances de l'Europe, qui ne pouvaient assister, sans s'émouvoir, au déchainement des fureurs démagogiques dont Rome était le centre ; ils étaient également communs, sous le rapport religieux, aux puissances catholiques, qui n'auraient pu, sans faillir aux traditions de la foi, laisser régner au Vatican les hommes qui avaient établi leur pouvoir sacrilège sur les ruines du trône pontifical.

La France a eu l'insigne honneur de délivrer Rome de l'anarchie et de rétablir l'autorité du Saint-Père. Nous avons raconté toutes les phases de ce siège savant qui a eu pour résultat de respecter les monuments de la ville éternelle, d'épargner une population innocente des crimes du triumvirat, et qui ne voyait dans nos soldats que des libérateurs.

Pour atteindre ce but dicté par l'humanité et par le culte des traditions, notre généreuse armée a surmonté tous les obstacles, triomphé de tous les dangers ; sa persévérance et son intrépidité, l'esprit d'ordre et de modération qui n'ont cessé de l'animer, feront éternellement son honneur devant la postérité.

La France a donc conquis de puissants et justes titres à la déférence du Souverain Pontife, elle a droit à toute sa confiance, et les liens qui l'attachent à nous sont indissolubles.

Le pape, fort de cette alliance, doit à notre avis rentrer le plutôt possible à Rome dans le plein exercice de sa liberté. Vouloir lui faire subir des conditions serait blesser sa dignité par une

injuste défiance et lui ravir le mérite de ses intentions libérales. Puisque l'accomplissement du bien qu'il est appelé à faire lui sera inspiré par son grand cœur, nous ne permettrons pas que l'esprit de parti puisse attribuer ses bienfaits à l'empire de la contrainte et de la domination.

La France qui a été si héroïque, si désintéressée dans le combat, continuera à se montrer, n'en doutons point, juste et généreuse dans sa victoire.

Quant à l'illustre Pie IX, il a donné au monde trop de gages de son libéralisme pour qu'on puisse suspecter l'usage qu'il fera de la plénitude de son indépendance. Les revers peuvent avoir dissipé dans son cœur bien des illusions, mais à coup sûr, ils n'y ont pas étouffé les sentiments qui lui inspirèrent tant de sages et généreuses réformes. Le passé est ici une puissante garantie de l'avenir.

Le gouvernement pontifical ne saurait d'ailleurs méconnaître jamais qu'il a été restauré par les armes françaises; il ne saurait oublier qu'après trois mois de privations et de dangers, nos soldats victorieux, mais esclaves de la discipline, se sont

empressés, dès leur entrée à Rome, de réparer les désastres causés par leurs ennemis.

L'anarchie qui s'était substituée à l'autorité du Saint-Siège, étant aujourd'hui écrasée et le pouvoir temporel du chef de la chrétienté étant rétabli, le rôle de la France perd de son activité.

Mais si le pape en rentrant dans sa capitale ne doit relever que de Dieu et de sa conscience, est-ce à dire que le gouvernement français ait à craindre de perdre le fruit de ses généreux sacrifices ?

Assurément non : ses conseils, nous l'avons démontré, ne peuvent cesser d'être persuasifs et efficaces ; l'autorité morale acquise par sa vaillante armée complètera l'œuvre de régénération sociale que la Providence nous a assignée.

Initié aux dispositions administratives qui régissent cette armée, témoin des habitudes d'ordre et de travail de nos soldats, les populations et les autorités pontificales puisent à notre contact des exemples qui tournent au profit de la civilisation et qui augmentent chaque jour notre influence.

Déjà nous avons réorganisé les troupes romaines sur des bases économiques et stables ;

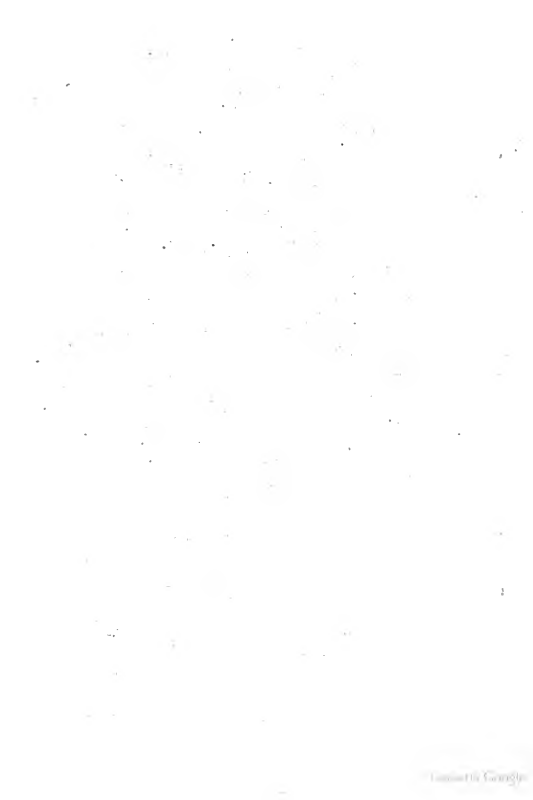
nous développons incessamment parmi elles les passions généreuses ; et ce bienfait , hautement apprécié par les hommes d'intelligence, s'étend graduellement aux masses elles-mêmes.

Enfin, nous avons fait triompher, à Rome, le droit, la sagesse et l'équité ; nous y avons noblement accompli un grand acte de justice et de réparation : la reconnaissance et l'admiration de la chrétienté nous sont à toujours acquises. . . .

Déjà le manifeste du Saint-Père, donné de *proprio motu*, sous la date du 8 septembre, est venu justifier notre confiance. Ce document, qu'on peut considérer comme la Charte du peuple romain, contient le germe d'institutions que le temps et une paternelle application ne peuvent manquer d'améliorer et de féconder.

En présence de tels résultats, aucun homme impartial ne pourrait méconnaître l'utilité de notre expédition en Italie : nul ne saurait contester que cette glorieuse et sainte intervention a considérablement affermi la puissance et l'ascendant de la France dans le monde.

FIN.



PIÈCES
JUSTIFICATIVES.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

PIÈCE n. 4.

SOLDATS ,

Le président de la République vient de me confier le commandement en chef du corps expéditionnaire de la Méditerranée.

Cet honneur impose de grands devoirs , votre patriotisme m'aidera à les remplir.

Le gouvernement , résolu à maintenir partout notre ancienne et légitime influence , n'a pas voulu que les destinées du peuple Italien pussent être à la merci d'une puissance étrangère ou d'un parti en minorité. Il nous confie le drapeau de la France , pour le planter sur le territoire romain , comme un éclatant témoignage de nos sympathies.

Soldats de terre ou de mer , enfants de la même famille , vous mettrez en commun votre dévouement et vos efforts ; cette confraternité vous fera supporter avec joie les dangers , les privations et les fatigues.

Sur le sol où vous allez descendre , vous rencontrerez à chaque pas des monuments et des souvenirs qui stimuleront puissamment vos instincts de gloire. L'honneur militaire commande à la discipline autant qu'à la bravoure ; ne l'oubliez jamais. Vos pères ont eu le rare privilège de faire chérir le nom français partout où ils

ont combattu. Comme eux, vous respecterez les propriétés et les mœurs des populations amies : dans sa sollicitude pour elles, le gouvernement a prescrit que toutes les dépenses de l'armée leur fussent immédiatement payées en argent, vous prendrez en toute occasion, pour règle de conduite, ce principe de haute moralité.

Par vos armes, par vos exemples, vous ferez respecter la dignité des peuples ; elle ne souffre pas moins de la licence que du despotisme.

L'Italie vous devra ainsi ce que la France a su conquérir pour elle-même : L'ordre dans la liberté.

Le général en chef,

ODDINOT DE REGGIO.



PIÈCE n. 2.

Monsieur le gouverneur ,

Le gouvernement de la République française , désirant dans sa sincère bienveillance, pour les populations romaines, mettre un terme à la situation dans laquelle elles gémissent depuis plusieurs mois, et faciliter l'établissement d'un ordre de choses également éloigné de l'anarchie de ces derniers temps et des abus invétérés qui avant l'avènement de Pie IX désolaient les états de l'Eglise, a résolu d'envoyer à cet effet à Civita-Vecchia un corps de troupes dont il m'a confié le commandement.

Je vous prie de vouloir bien donner les ordres nécessaires pour que les troupes, en mettant pied à terre au moment même de leur arrivée, ainsi que cela m'a été prescrit, soient reçues et installées comme il convient à des alliés appelés dans votre pays par des intentions aussi amicales.

Le général en chef, représentant du peuple,

ODINOT DE REGGIO.

A bord du Labrador , en vue de Civita-Vecchia ,
le 24 avril 1849.



PIÈCE n. 3.

La magistrature municipale, la chambre de commerce et le commandant de la garde civique de Civita-Vecchia, au président de la province.

Citoyen président,

La flotte de la République française est en vue de notre port. Nous connaissons les vues qui la dirigent. Elles sont des plus amicales et des plus rassurantes : la conservation de l'ordre, de la tranquillité et de la sûreté des Etats-Romains. Vous en avez les plus flatteuses assurances dans la dépêche que le commandant de l'expédition vous a adressée. La France ne peut manquer aux engagements, que pour son honneur, elle a contractés à la face de l'Europe.

Vous, Citoyen, vous demandez du temps pour informer la République de cet événement, conformément aux instructions que vous avez. Mais les troupes pourraient s'irriter des retards, ennuis et dangers auxquels la mer les expose, et perdre les sentiments d'amitié et de fraternité dont elles sont animées.

Connaissant parfaitement les désirs de notre population, nous déclarons, qu'à notre sens, il ne doit être apporté aucun retard au débarquement des troupes françaises, ne voulant pas nous exposer aux conséquences d'une guerre qui ne pourrait pas ne pas être téméraire, et nous protestons contre quiconque voudrait compromettre l'ordre et la tranquillité intérieure de cette population.

Le Gonfalonier et les Anziani,

Le vice-président et les membres de la chambre de commerce.

Le lieutenant-colonel commandant la garde civique.

Civita-Vecchia, le 24 avril 1849.

PIÈCE n. 4.

SOLDATS,

Le drapeau français flotte sur les forts de Civita-Vecchia. Nous pouvions opérer un débarquement de vive force : toutes les mesures étaient prises pour en assurer le succès. Nous avons dû nous inspirer de la pensée de notre gouvernement qui, associé aux idées généreuses de Pie IX, veut éviter, autant que possible, l'effusion du sang.

Les autorités de Civita-Vecchia, cédant aux vœux des habitants, vous ont ouvert les portes de la place à la première sommation.

Cet accueil, vous le sentirez, ajoute à nos devoirs, il aggraverait toute infraction à la discipline : il nous commande, non seulement de respecter les populations, mais encore d'entretenir avec elles des rapports bienveillants.

La flotte va vous amener sous peu de jours un renfort considérable. Soldats de l'armée de terre, je suis votre interprète en remerciant nos frères d'armes de la marine. C'est à leur puissant concours que nous aimons à reporter le succès de notre première opération.

Le général commandant en chef,

OUDINOT DE REGGIO.

Civita-Vecchia, le 25 avril 1849.



A Monsieur le Ministre de la Guerre.

Depuis le 22 avril, jour où le corps expéditionnaire a mis la voile pour Civita-Vecchia, jusqu'au 28, je vous ai tenu exactement au courant de nos opérations. Elles ont eu toutes, vous le savez, un grand succès.

De concert avec M. le ministre des affaires étrangères, vous m'avez invité, lorsque je serais maître de Civita-Vecchia, à marcher rapidement sur Rome pour y donner courage aux honnêtes gens, et pour répondre à l'appel des populations.

Les hommes les plus éminents déclaraient que notre arrivée subite et inattendue dans le port de Civita-Vecchia avait étonné et terrifié. Il fallait, disait-on, de toutes parts, afin d'éviter l'effusion du sang, ne pas laisser s'accroître à Rome les moyens de répression et de défense.

Des officiers très-intelligents, que j'avais envoyés dans cette capitale pour y étudier l'opinion publique, déclaraient unanimement, de leur côté, qu'une forte reconnaissance sur Rome était indispensable et suffirait pour suspendre immédiatement tous les préparatifs de résistance.

Une prompte détermination était impérieusement prescrite. Le 28 avril, le corps expéditionnaire part de Civita-Vecchia. Il campe, le 29, à Castel-di-Guido. Jusques-là point d'hostilités.

Voulant connaître le plutôt possible les dispositions des troupes de la république romaine, je prescrivis au capitaine Oudinot, mon officier d'ordonnance, d'aller jusqu'à leurs avant-postes avec quelques chasseurs à cheval. Il les rencontre à trois lieues environ de notre camp.

Les paroles pacifiques de cet officier sont accueillies par une décharge qui démonte un de nos chasseurs.

Ce fait est isolé et ne nous ôte pas encore toute espérance de conciliation.

Nous continuons à marcher sans rencontrer l'ennemi. Nous prenons position sur les plateaux qui dominent l'entrée de la ville par la porte Pertusa avec l'intention de faire un dernier appel à la concorde. Mais le drapeau rouge flotte sur tous les forts, d'outrageantes vociférations font retentir les airs, et notre tête de colonne est assaillie par le feu le plus vif.

Dès ce moment, la mitraille, les boulets et les balles, ne permettent plus d'arrêter l'ardeur de nos soldats. Malgré de grands obstacles, la brigade Mollière couronne les hauteurs à droite et à gauche de la route. L'infanterie, l'artillerie, répondent vigoureusement au feu de la place. Mais l'ennemi est derrière des remparts, tandis que nos soldats sont à découvert.

Pour faire diversion, je prescris à la brigade Levailant de faire un mouvement agressif sur une route de gauche, qui conduit à la porte Angelica.

Le valeureux officier qui s'était offert à guider cette troupe, au lieu de prendre le chemin qui y conduit à l'abri des remparts, suit une route qui y mène plus directement mais qui est exposée au feu de l'ennemi.

L'élan de nos soldats n'en est pas ralenti, et bien que la route suive parallèlement et à moins de deux cents mètres des remparts, ils s'y engagent avec une grande témérité.

Dans le même moment, les colonels Marulaz et Bjuat, des 20^{me} et 33^{me} de ligne, faisant partie de la brigade Mollière, s'élancent avec une centaine d'hommes

de leurs régiments sur la porte Pertusa. Ils arrivent jusqu'au pied même du rempart. Profitant d'un pli de terrain ils s'embusquent, mais les travaux tout récemment accumulés ne permettent pas le succès de cette audacieuse entreprise.

Les habitants, au lieu de se prononcer, sont évidemment terrifiés par les réfugiés. Les troupes pontificales elles mêmes sont obligées de joindre leur feu à celui de nos communs adversaires.

Dès le commencement de l'action, quelques bataillons ennemis, ayant essayé de descendre dans la plaine, sont forcés de se retirer en toute hâte derrière les retranchements. Ils laissent sur le champ de bataille un grand nombre de morts.

Ce n'était point un siège que nous voulions faire, mais une forte reconnaissance. Elle a été exécutée on ne peut plus glorieusement. Elle a démontré jusqu'à l'évidence que l'ordre social ne cessera d'être en péril que lorsqu'il sera abrité à Rome sous le drapeau français. Mais ce n'est pas seulement avec une fraction du corps expéditionnaire, c'est avec tous les éléments d'action que ce résultat doit être obtenu. J'ai donc fait suspendre le combat, et j'ai passé la nuit au lieu même où il avait commencé, sans qu'un soldat de l'ennemi ait osé sortir de ses réduits.

Les 1^{er} et 2 mai, le corps expéditionnaire est resté en position à Castel-di-Guido. J'y ai reçu l'avis de l'arrivée à Civita-Vecchia de quelques détachements de la troisième brigade.

Pour faciliter la concentration, j'ai établi la première brigade à Polidoro; la deuxième, avec le quartier-général à Palo. J'y constitue un dépôt principal, d'où je

suis en rapports faciles, par les voies de terre et de mer, avec ma base d'opération. Il n'y a d'ailleurs aucune insulte à redouter, car depuis le 3 et au moment même où je vous écris, nous n'avons pas vu une vedette ennemie.

Je fait partir pour Toulon un bataillon de six cents hommes romains comme prisonniers ou au moins comme otages. J'ai fait saisir un nombre considérable d'armes et de projectiles, tant dans les forts de Civita-Vecchia et Palo que dans les tours qui protègent la côte.

J'aurai l'honneur de vous en envoyer un état détaillé.

Je ne terminerai pas ce rapport, Monsieur le Ministre, sans rendre aux corps de toutes armes du corps expéditionnaire de la Méditerranée, cette justice, que leur moral et leur énergie sont admirables.

Cette journée du 30 avril est l'une des plus brillantes auxquelles les troupes françaises aient pris part depuis nos grandes guerres. Si nous avons fait quelques pertes sensibles, nous avons occasionné à l'ennemi un domage numériquement plus considérable. Il reconnaît qu'il a près de deux cent quatre-vingts hommes tués ou blessés.

J'ai été énergiquement secondé par les officiers généraux Rognaud de Saint-Jean-d'Angely, Levaillant et Mollière, ainsi que par les chefs de service de l'artillerie et du génie, le lieutenant-colonel Larchey et le commandant Goury. Le sous-intendant, les officiers de santé et l'officier du train des équipages ont de leur côté fait preuve d'un dévouement qui a eu les plus heureux résultats.

Officiers, sous-officiers et soldats, tous ont admirablement fait leur devoir. J'aurais à enregistrer trop de noms si je voulais citer tous les militaires qui se sont fait remarquer.

Ne pouvant assigner une telle récompense à tant d'actes de courage, j'en serai sobre.

Je me borne à mettre sous vos yeux le nom des militaires de tous grades qui ont des titres éminents à cette distinction.

J'aurai l'honneur de vous soumettre très-prochainement des propositions d'avancement pour plusieurs militaires du corps expéditionnaire.

Je demande également pour quelques-uns d'entre eux soit la décoration de la Légion-d'Honneur, soit de l'avancement dans cet ordre.

Jamais récompenses n'auront été mieux justifiées.

P. S. Par respect pour les monuments dont s'honore la ville de Rome, il n'a été répondu aux batteries ennemies que par le canon. Les obusiers ont été ainsi paralysés. Une telle condescendance ne pourrait se reproduire une autre fois.

Cependant et contrairement à toute vérité, les Romains loin de l'apprécier, déclarent dans leur *Moniteur* que nos projectiles ont détruit des chefs-d'œuvre de Raphaël.



PIÈCE n. 6.

Par le rapport que j'ai eu l'honneur de vous adresser, vous avez déjà connaissance de la protestation que j'ai envoyée, le premier mai, au ministre de la guerre de Rome contro la conduite déloyale des Romains envers deux cent soixante français, tombés trahitusement en leur pouvoir dans la journée du treize avril.

Au nom de ces français, officiers, sous-officiers et soldats, je proteste de nouveau contre les exagérations flagrantes et les insinuations malveillantes et calomnieuses dirigées contre nous.

L'énumération en serait longue et inutile; mais je dois m'attacher spécialement à celles qui seraient de nature à souiller l'honneur militaire et le drapeau de la France.

Malgré les séductions de toute nature qui ont été tentées, aucun officier, sous-officier ou soldat, n'a demandé ni accepté de service dans l'armée romaine.

Le fait suivant n'a nul besoin de commentaire : deux cent cinquante français sont tombés au pouvoir des Romains le 30 avril.

Tous sans aucune exception sont sortis de Rome, le 7 mai, pour rejoindre leurs frères d'armes. Quelques blessés seulement sont restés dans les hôpitaux de Rome.

Il est déplorable que des journaux français aient reproduit légèrement sur le dire de quelques folliculaires romains des bruits calomnieux que l'on peut aisément convaincre de mensonges et d'exagération.

Je proteste avec toute l'énergie de ma conviction contre le prétendu acte notarié, fait et publié par un sieur Paradisi, à la suite d'une simple conversation que j'aurais eue avec lui.

Je dois dire que, le 7 mai, le gouvernement et la population romaine nous ont donné de nombreux témoignages apparents de sympathie, mais la perfidie de ces démonstrations était évidente pour tout le monde.

J'ai appris après ma captivité que l'on s'était servi de mon nom pour séduire mes officiers et mes soldats dont on m'avait séparé, et pour les détourner de leur devoir. Je vous l'ai déjà dit, mon général, tous ont résisté. La France peut être fière de sa discipline et du courage que ses soldats ont déployé.

Veillez agréer, mon général, l'assurance de mon respect profond et dévoué,

A. PICARD,

Chef de bataillon au 20^{me} de ligne.

Bivouac de Santa-Passera, le 23 mai 1849



PIÈCE n. 7.

Mon cher général ,

La nouvelle télégraphique qui annonce la résistance imprévue que vous avez rencontrée sous les murs de Rome m'a vivement peiné. J'espérais, vous le savez, que les habitants de Rome, ouvrant les yeux à l'évidence, recevraient avec empressement une armée qui venait accomplir chez eux une action bienveillante et désintéressée. Il en a été autrement ; nos soldats ont été reçus en ennemis, notre honneur militaire est engagé ; je ne souffrirai pas qu'il reçoive aucune atteinte. Les renforts ne vous manqueront pas. Dites à vos soldats que j'apprécie leur bravoure, que je partage leurs peines, et qu'ils pourront toujours compter sur mon appui et sur ma reconnaissance.

Recevez, mon cher général, l'assurance de mes sentiments de haute estime.

LOUIS NAPOLEON-BONAPARTE.



PIÈCE n. 8.

ARTICLE 1^{er}.

L'appui de la France est assuré aux populations des Etats-Romains. Elles considèrent l'armée Française comme une armée amie qui vient concourir à la défense de leur territoire.

ARTICLE 2.

D'accord avec le gouvernement Romain, et sans s'immiscer en rien dans l'administration du pays, l'armée Française prendra les cantonnements extérieurs convenables, tant pour la défense du pays, que pour la salubrité des troupes; les communications seront libres.

ARTICLE 3.

La république Française garantit contre toute invasion étrangère les territoires occupés par ses troupes.

ARTICLE 4.

Il est entendu que le présent arrangement devra être soumis à la ratification de la République Française.

ARTICLE 5.

En aucun cas les effets du présent arrangement ne pourront cesser que quinze jours après la communication officielle de la non-ratification.

Fait à Rome et au quartier général de l'armée Française, en triplo expédition, le 31 mai mil huit cent quarante neuf, à huit heures du soir.

C. ARMIELLINI. A. SAFFI. G. MAZZINI.

*Le ministre plénipotentiaire de la
République Française,*
FERD. DE LESSEPS.

Rome, le 31 mai 1849.

PIÈCE n. 9.

Messieurs,

Je reçois à trois heures de l'après-midi la lettre par laquelle vous témoignez le regret que j'aie refusé de m'associer à la convention que M. de Lesseps, ministre plénipotentiaire a cru devoir arrêter avec nous, sous la date du 31 mai à huit heures du soir.

L'évènement a justifié ma détermination par deux dépêches émanées du ministre de la guerre et de celui des affaires étrangères, sous la date des 28 et 29 mai. Le gouvernement Français m'a déclaré ce qui suit : « La » voie des négociations est épuisée. La mission de M. de » Lesseps est terminée. » Aussitôt la réception de ces dépêches, je me suis empressé de faire connaître le contenu à M. de Géraudo, chancelier de l'ambassade. Le chef d'Etat-Major de l'armée expéditionnaire a chargé cet agent diplomatique de donner officiellement communication au gouvernement Romain d'une décision qui rappelle M. de Lesseps et qui me replace dans la plénitude de pouvoirs d'un commandant en chef.

M. de Lesseps s'est chargé de vous remettre, hier soir à dix heures, la note dont copie est ci-jointe.

J'y déclarais, vous le voyez, Messieurs, que dans le cas où, après vingt-quatre heures, l'ultimatum du 29 mai ne serait point accepté, l'armée Française reprendrait sa liberté d'action.

N'ayant pas reçu de réponse à cinq heures du soir, j'écrivais le même jour à M. de Lesseps :

N'oubliez pas de dénoncer immédiatement la fin de l'armistice, si vous n'obtenez sans retard une solution entièrement conforme à la déclaration du 29 de ce mois.

Aujourd'hui, aussitôt après la réception des dépêches télégraphiques ci-dessus mentionnées, j'ai fait prévenir les avant-postes Romains que la trêve consentie verbalement par M. de Lesseps était expirée, que la suspension des hostilités cessait complètement.

A 3 heures 1/2, le 4^{er} juin 1849.

Je charge M. le chancelier de l'ambassade d'avoir l'honneur de vous faire cette nouvelle notification.

Le général en chef,

ODINOT DE REGGIO.



PIÈCE n. 40.

Dépêche télégraphique de Paris du 28 mai 1849, à 7 heures du soir.

Le ministre des affaires étrangères au général Oudinot :

Tout retard serait désormais funeste à l'approche de la saison des fièvres. La voie des négociations est épuisée. La mission de M. de Lesseps est terminée.

Nous confirmons notre dépêche précédente relative au général Vaillant.

Concentrez vos troupes. Entrez dans Rome aussitôt que l'attaque vous présentera la presque certitude du succès.

Si vous manquez de moyens d'attaque, faites-le moi savoir immédiatement.



PIÈCE n. 44.

Général, les ordres de mon gouvernement sont positifs. Il me prescrit d'entrer à Rome le plus promptement possible. J'ai dénoncé aux autorités romaines l'armistice verbal que sur les instances de M. de Lesseps, j'avais consenti à accorder momentanément. J'ai fait prévenir par écrit vos avant-postes que l'une et l'autre armée auraient le droit de recommencer immédiatement les hostilités.

Seulement, pour donner à nos nationaux qui voudraient quitter Rome, et sur la demande de M. le chancelier de l'ambassade de France, la possibilité de le faire avec facilité, je diffère l'attaque de la place jusqu'à lundi matin.

Recevez, etc.

Le général en chef,
OUDINOT DE REGGIO.

Le 1^{er} juin, à 5 heures du soir.



PIÈCE N. 12.

Les négociations diplomatiques engagées par M. de Lesseps ont, vous le savez, ralenti depuis le 17 mai, les opérations actives de l'armée expéditionnaire de la Méditerranée. Cependant les travaux n'ont jamais été complètement interrompus. Le génie et l'artillerie, aidés par les nombreux travailleurs d'infanterie, ont fait des gabions et des fascines. Un pont jeté en face de San Paolo, nous a permis de nous établir dans la basilique de ce nom, qui nous mettant en communication avec la route d'Albano, nous permet d'y devancer toute troupe étrangère, notre position y est d'autant plus forte que nos soldats ont construit à la tête du pont un redou susceptible de recevoir un bataillon.

Le dévouement incessant des officiers, sous-officiers et soldats de la marine, nous a mis à même d'approvisionner successivement le magasin des vivres et le grand parc d'artillerie, dont les dernières pièces sont arrivées le 1er juin. Nos troupes avaient occupé le Monte-Mario, ou Mont-Sacré qui domine à la fois le haut Tibre, le Vatican, le fort St-Ange et les routes d'Ancône et de Florence.

L'ennemi qui y avait travaillé avec activité depuis plusieurs semaines l'a subitement abandonné sans aucun motif le 31 mai et quelques heures après, le 43e léger et le 43e de ligne l'occupaient sans coup férir.

Le 31 mai M. de Lesseps avait conclu avec les autorités Romaines une convention à laquelle il désirait que je misse ma signature, mais l'honneur militaire et mes instructions me défendaient d'attacher mon nom à un acte qui s'opposait à notre entrée à Rome. Dans une dernière dépêche j'ai eu l'honneur de vous dire

que dès le 1^{er} juin. J'avais fait prévenir le triumvirat que la trêve verbale consentie par M. de Lesseps cessait d'avoir son cours vingt-quatre après ma notification.

Je fis donner directement cet avis à tous les avant-postes ennemis. Sur la demande de votre chancelier d'ambassade M. de Gerando, je consentis à différer l'attaque directe de la place jusqu'au lundi, 4 juin, au moins; cet agent diplomatique fut prévenu que ceux de nos nationaux qui voudraient quitter Rome trouveraient à San Paola un asile assuré.

Cependant, l'investissement plus rigoureux de la place devenait immédiatement nécessaire pour entreprendre les premières opérations de tranchée. Le général de division Vaillant, commandant le génie de l'armée, ne pouvait commencer sérieusement les travaux, tant que l'ennemi serait maître de les entraver par possession de la villa Pamfili, de l'église de San-Pancrazio, des villas Corsini et Valentini. En enlevant une de ces positions, on était forcément conduit à s'emparer des autres. C'est ce qui a eu lieu. Deux colonnes, l'une commandée par le général Mollière, l'autre par le général Levaillant, reçurent l'ordre de commencer l'attaque le 3 juin; dès 3 heures du matin l'une partait de la villa Mattei près la villa Santucci, l'autre de la villa San Carlo; à leur point de jonction, le général de division Regnaud de St-Jean-d'Angely devait en prendre le commandement et centraliser les actions.

Les généraux Rostolan et Guesviller avaient l'ordre de concentrer leurs troupes et d'appuyer le mouvement.

Bien que la villa Pamfili soit encinte d'un mur de 4

mètres de hauteur et de 59 centimètres d'épaisseur, bien que l'ennemi y eût élevé en plusieurs endroits de nombreuses barricades, bien qu'elle fut défendue par deux mille hommes environ, elle a été enlevée très rapidement, et plus de deux cents prisonniers dont dix officiers, trois drapeaux et un caisson de dix mille cartouches avaient été pris dès 5 heures du matin.

L'église de San Pancrazio, attenante à la villa Pamfili, eût bientôt à subir le même sort. Nous y étions établis fortement à sept heures du matin. Pendant ce temps deux compagnies du génie, appuyées par deux compagnies d'infanterie, délogeait l'ennemi d'un vaste édifice, situé à 300 mètres du dépôt de tranchée et à 300 mètres des murs de la place.

L'occupation de l'église de San Pancrazio, conduisait nécessairement à celle du château Corsini, édifice rectangulaire et construit en pierres de taille avec une remarquable solidité. L'ennemi s'y était retranché d'une manière formidable, et il ne fallut pas moins que l'énergie de nos soldats et l'habileté de nos officiers pour l'en déloger. Ce résultat était obtenu vers 10 heures.

Presque simultanément, la villa Valentini et une grande ferme qui est une sorte de dépendance et se trouve à la même hauteur étaient aussi énergiquement défendues et enlevées de même.

Cependant les Romains, comprenant toute l'importance de ces positions, ne pouvaient se décider à nous en laisser la paisible possession. Depuis le matin jusqu'à sept heures du soir les colonnes d'attaque, soutenues par le feu le plus nourri des remparts ont fait de prodigieux efforts pour reprendre et conserver ces trois bâtiments, leurs obus étaient parvenus

à plusieurs reprises, à y mettre le feu, ce qui nous a parfois obligés d'en sortir; ils ont été repris par nous immédiatement. La valeur de nos soldats dans cette grave situation est d'autant plus admirable, que, fidèles à notre résolution de ne pas attaquer la place avant lundi, nous n'avons pas voulu répondre une seule fois par le canon au feu des remparts.

Un instant, les troupes Romaines, conduites, dit-on, par Garibaldi ont essayé de nous tourner vers notre gauche en faisant une sortie sur le plateau, qui du Vatican conduit à la villa Pamfili; l'état de nos soldats n'a pas permis de donner suite à cette tentative de l'ennemi; elle a été immédiatement réprimée.

Les Romains, qui ont 24,000 hommes de troupes régulières dans la place, les ont presque toutes engagées contre les positions que nous avons conquises à San Pancrazio et aux villas Corsini et Valentini.

Des divisions ont été faites par nos troupes; la cavalerie a presque constamment parcouru en vue des remparts la rive gauche du Tibre inférieur.

D'un autre côté, la brigade Sauvan, établie depuis quelques jours à Monte-Mario, avait reçu l'ordre de s'emparer de Ponte-Molle, dont une arche avait été détruite et que tout le monde s'accordait à croire miné. Cette supposition avait déterminé le général à faire passer à la nage sur la rive gauche une vingtaine d'hommes de bonne volonté dont les fusils et une partie des vêtements avaient été mis sur un radeau construit à cet effet. Cette opération n'a pas eu le succès qu'on en attendait; le général prit alors le parti de s'emparer de la portion du pont qui tient à la rive droite. Quelques tirailleurs dont un certain nombre de

chasseurs à pied, placés sur ce point, sont prévenus après d'assez longs efforts à faire taire les deux bouches à feu que l'ennemi avait mises en batterie pour enfilér le pont et ils forcèrent un millier de Romains qui se trouvaient sur la rive gauche à se réfugier dans les maisons et à cesser le feu.

Nos travailleurs purent alors, au moyen de fascines et de poutrelles, rétablir provisoirement le pont pour le passage de l'infanterie et bientôt trois compagnies furent établies sur la rive gauche, elles s'y sont mises immédiatement en état de repousser les attaques de l'ennemi. Cette nuit les troupes Romaines ont de nouveau tenté une sortie, la bonne contenance de nos troupes les a forcées de se retirer sans résultat.

Tel est, monsieur le ministre l'état actuel de la situation la journée a été des plus glorieuses. Nos troupes n'ont jamais été engagées toutes à la fois, mais elles se relevaient successivement. Cependant la plupart d'entre elles ont été sur pied depuis 2 heures 1/2 du matin jusqu'à sept heures du soir, elles ont enlevé des positions qui paraissent inexpugnables, et dont la conservation aura une immense influence sur le résultat du siège.

Le nombre des blessés s'élève à 167 y compris les officiers; vous recevrez prochainement à ce sujet un état régulier. L'état sanitaire du corps expéditionnaire de la Méditerranée continue à être très satisfaisant.

Dès que j'aurai reçu les rapports particuliers des chefs de corps, je préciserai mieux que je ne puis le faire ici, les faits qui ont honoré les divers combats livrés le 3 juin.

Je serai heureux d'appeler toute la sollicitude du

gouvernement sur des soldats qui ont su si vaillamment porter le drapeau français dans cette journée mémorable et glorieuse.

Agréer, etc.

Le 4 juin 1849.

Le général en chef,
OUDINOT DE REGGIO.



PIÈCE n. 43.

Nous ne venions pas vous apporter la guerre, nous venions affermir chez vous l'ordre et la liberté. Les intentions de notre gouvernement ont été méconnues. Les travaux de siège nous ont amenés devant vos remparts. Jusqu'à présent nous n'avons voulu répondre qu'à de rares intervalles au feu de vos batteries. Nous touchons à l'instant suprême où les nécessités de la guerre éclatent en terribles calamités. Évitez-les à une cité remplie de tant de glorieux souvenirs. Si vous persistez à nous repousser, à vous seuls appartiendra la responsabilité d'irréparables désastres.

Le général en chef,

LOUDINOT DE REGGIO.

Le 42 juin 1849.



PIÈCE n. 44.

Monsieur le général,

L'assemblée constituante romaine vous fait savoir, en réponse à votre dépêche d'hier, qu'ayant conclu une convention depuis le 31 mai 1849, avec M. de Lesseps, ministre plénipotentiaire de la république française; convention qu'il confirma même après votre déclaration, elle doit la considérer comme obligatoire pour les deux parties, et placée sous la sauve-garde du droit des gens, jusqu'à qu'elle soit ratifiée ou reformée par le gouvernement français. C'est pourquoi l'assemblée doit regarder comme une violation de cette convention toute hostilité reprise depuis le susdit jour, par l'armée française, et toute autre hostilité qu'on voudra reprendre avant qu'on lui communique la résolution de votre gouvernement à ce sujet, *et avant que le délai convenu soit expiré de l'armistice.*

Vous demandez, général, une réponse analogue aux intentions et à l'honneur de la France ! Mais rien n'est plus conforme aux intentions et à l'honneur de la France que la cessation d'une violation flagrante du droit des gens.

Quelques soient les effets de cette violation, le peuple romain ne peut pas en être responsable. Il est fort de son droit. Il est décidé à maintenir les conventions qui l'attachent à votre nation, il est seulement contraint par la nécessité de sa défense à repousser toute injuste agression.

Agrécz, général, les sentiments de mon estime.

Le président,

GALLETTI.

Rome, de la salle de l'Assemblée constituante, le 43 juin 1849, à 2 heures du matin.

PIÈCE n. 15.

Le succès de l'assaut du 21 de ce mois est dû en grande partie à l'ordre qui a existé dans l'exécution des dispositions qui ont précédé le combat.

La brèche du bastion (8) est aujourd'hui praticable ; un nouvel assaut doit être livré. Le général en chef arrête à ce sujet les dispositions suivantes :

Ce soir, 29, seront commandées pour l'assaut une compagnie d'élite de chacun des régiments de la division Rostolan.

Ces six compagnies formeront deux colonnes, l'une d'attaque, l'autre de réserve. Chacune d'elles sera sous les ordres d'un chef de bataillon. La première, composée d'une compagnie des 22^{es} léger, 32^{es} et 53^{es} de ligne, sera commandée par le chef de bataillon Lefèvre, du 53^{es}. La deuxième, composée d'une compagnie des 36^{es}, 66^{es} et 68^{es} de ligne, sera sous les ordres du commandant Lerouxau, du 68^{es} de ligne.

Chacune de ces colonnes aura avec elle trente sapeurs et un officier du génie.

La colonne d'attaque sera massée au pied de la brèche du bastion (7), dès deux heures du matin, le 30. Au signal donné par le colonel du génie Niel, elle se portera sans bruit à la brèche du bastion (8), elle y montera sans hésitation et marchera en avant. Elle évitera de se jeter à droite, elle appuyera au contraire vers la gauche au parapet du bastion (8). Si cette colonne rencontre des obstacles, elle essayera de les tourner en même temps qu'elle les abordera de front.

Aussitôt que cette colonne d'attaque sera montée, trois compagnies de travailleurs graviront la brèche, portant des gabions, et s'établiront pour travailler dès

que l'officier du génie chargé de les conduire en donnera l'ordre. Ces compagnies auront également avec elles un détachement de trente sapeurs. Elles seront fournies par les 17^{me}, 20^{me} et 33^{me} de ligne. Le capitaine d'état-major Castelnau ira les prendre à Pamfili et les conduira au pied du bastion (7).

Quelques instants avant que la colonne d'attaque franchisse la brèche du bastion (8), une autre colonne composée de trois compagnies d'élite, fournies par les bataillons de tranchée (22^{me} léger, 32^{me} et 33^{me} de ligne) franchira la brèche du bastion (7), elle se portera en avant des cheminements qui sont dans ce bastion, abordera les tranchées que l'ennemi pourrait avoir préparées dans le bastion (8), tuera tout ce qui s'y trouvera, et reviendra se masser dans nos cheminements.

Cette colonne commandée par le chef de bataillon Laforest, du 22^{me} léger, se tiendra prête à sortir de nouveau et attaquerait l'ennemi, s'il tentait un retour offensif.

Aussitôt que les travailleurs seront en train de remplir les gabions, la colonne d'attaque du bastion (8) rentrera dans l'ouvrage tracé par l'officier du génie.

A cet effet, on devra laisser un passage ou intervalle à droite et à gauche pour faciliter la rentrée des compagnies d'élite. La colonne formant réserve devra également être massée à deux heures du matin, le 30, en arrière de la brèche ; c'est-à-dire, dans le fossé de la courtine (7—8) pour monter au besoin et soutenir les travailleurs.

Dans le cas où l'on tirerait des coups de fusil de la maison qui touche au flanc du bastion (8) mis en brèche, il faudrait y pénétrer, tuer tous ceux qui s'y

trouveraient, et l'évacuer immédiatement, afin d'éviter les mines qui pourraient y avoir été préparées. Si l'on ne fait pas du feu de la maison, on devra se garder d'y entrer immédiatement. Quelques pièces du bastion (6) et de la courtine (6—7) devront être chargées à mitraille, prêtes à tirer sur l'ennemi en cas de retour offensif.

Le lieutenant colonel Espinasse, du 22^e léger, aura le commandement supérieur des quatre colonnes d'attaque, de réserve et de travailleurs. Les compagnies d'élite, qui les composeront, seront fortes de cent hommes au moins et complétées en officiers et sous-officiers. En outre de ces colonnes, le 22^e léger fournira un troisième bataillon de tranchée. Ce bataillon sera placé de manière à soutenir les compagnies destinées à s'emparer du bastion (8). Une compagnie du deuxième bataillon de chasseurs à pied marchera avec ce bataillon.

Le général de brigade Levassant (Charles) aura sous ses ordres, en qualité de général de tranchée, les trois bataillons de garde à la tranchée.

En résumé, le service, tant pour la tranchée que pour l'assaut, se compose ainsi qu'il suit : trois bataillons de tranchée et une compagnie du deuxième bataillon de chasseurs à pied (non comprise la compagnie fournie par le premier bataillon de même arme.)

Une colonne d'attaque, composée de trois compagnies d'élite (22^e léger, 32^e et 53^e) pour le bastion 8.

Une colonne de réserve, forte de trois compagnies d'élite (36^e, 66^e et 68^e de ligne).

Une colonne d'attaque au bastion (7) composée de

trois compagnies d'élite, prises dans les bataillons de tranchée (22^{me} léger, 32^{me} et 53^{me} de ligne).

Une colonne de travailleurs, forte de trois compagnies d'élite des 17^{me}, 20^{me} et 33^{me} de ligne.

La tenue devra être aussi régulière que possible ; les troupes composant les colonnes d'attaque, la réserve, ainsi que les trois bataillons de tranchée seront sans sacs. Elles auront en sautoir de gauche à droite l'étui d'habit tenu par la grande courroie du sac. Les quarante cartouches de réserve et une ration de biscuit seront renfermées dans cet étui. Les travailleurs seront dans la tenue habituelle.

La batterie de 12 doit, vers une heure du matin, ouvrir son feu vers la porte du Peuple. Les pièces de la marine auront aussi leur action, à la même heure, à la porte Saint-Paul.

Le général commandant en chef,
signé : OUDINOT DE REGGIO.

Au quartier-général, le 29 juin 1849.



PIÈCE n. 16.

CONSEIL D'ÉTAT.

Affaire de M. de Lesseps.

Monsieur le président,

En exécution de l'article 99 de la Constitution, vous avez déferé au conseil d'État l'examen des actes de M. de Lesseps, relatifs à la mission qui lui a été confiée en Italie, au mois de mai dernier ; le conseil d'État s'est livré à l'étude approfondie de cette grave affaire. Tous les documents mis à sa disposition par le gouvernement ont été étudiés avec soin, tous les renseignements ont été recueillis. M. de Lesseps, qui avait déjà cru devoir publier un mémoire, a été entendu par la section de législation ; après ces longues et consciencieuses recherches, le conseil d'État a l'honneur de vous présenter son rapport.

M. de Lesseps a été envoyé en Italie le 8 mai, le lendemain du vote de l'Assemblée Nationale qui exprimait le vœu « que l'expédition d'Italie ne fût pas » plus longtemps détournée de son but. » Provoqué par la résistance inattendue que nos troupes avaient éprouvée le 30 avril, au moment où elles s'étaient présentées devant Rome, ce vote imposait des devoirs au gouvernement. L'Assemblée ne lui demandait ni de reconnaître ni de défendre la République romaine ; elle n'entendait pas non plus que nos troupes se retirassent. Sa commission, par l'organe de son rapporteur,

avait déclaré vouloir laisser au ministère toute la liberté dont il avait besoin pour « ce qu'exigeraient la « dignité de nos armes et l'honneur de la France ». Le gouvernement trouva dans la résolution de l'Assemblée une invitation pressante de ne recourir à la force des armes que quand toutes les tentatives de conciliation auraient échoué, et jugea nécessaire d'envoyer un agent chargé d'une mission de paix ; M. de Lesseps fut choisi.

Des questions délicates étaient engagées dans cette mission :

D'une part, le gouvernement n'avait pas reconnu la République romaine ; le nonce du Pape avait resté à Paris avec son caractère officiel. Les envoyés des triumvirs n'avaient pas été reçus. Le gouvernement ne voyait dans les pouvoirs qui dominaient Rome que des pouvoirs de fait avec lesquels la nécessité obligeait peut-être à traiter, mais qui étaient dépourvus de tout caractère légal ; à ses yeux, la République romaine était le produit de la violence et de la surprise ; elle ne se maintenait que par la terreur qu'inspiraient des bandes d'étrangers accourus de tous les points de l'Europe et des autres Etats d'Italie pour la proclamer ou la défendre. Elle n'était point reconnue par les puissances. L'Autriche et Naples avaient envoyé des troupes pour la combattre. Le gouvernement ne pouvait lui prêter appui dans la personne des hommes qui gouvernaient en son nom.

D'un autre côté, des conférences diplomatiques étaient ouvertes à Gaëte auprès du Saint-Père. La France y était représentée par MM. d'Harcourt et de Bayneval ; elle y plaidait la cause de la liberté ita-

lienne ; elle avait à y lutter contre des tendances qu'elle ne pouvait vaincre que par la franchise de son langage et la droiture de sa politique.

Il fallait donc que l'agent envoyé à Rome pour y négocier un arrangement tint un grand compte de cette double difficulté.

C'est ce que les instructions données à M. de Lesseps signalaient à son attention.

On y indique le double but de la mission.

Elle tend d'abord à « soustraire les Etats de l'Eglise » à l'anarchie qui les désole. » M. de Lesseps, tout en étant chargé « d'entrer en arrangement avec les hommes investis en ce moment du pouvoir, doit s'abstenir de tout ce qui pourrait leur faire croire que nous les considérons comme un gouvernement régulier, ou leur prêter une force morale dont ils ont été dépourvus jusqu'à présent. Il ne peut passer avec eux que des arrangements partiels. »

La mission tend en second lieu à « empêcher que le rétablissement d'un pouvoir régulier à Rome y soit compromis dans l'avenir par une aveugle réaction. » Il faut, en prévenant le développement de l'intervention exercée par d'autres puissances, animées de sentiments moins modérés, conserver plus de place à notre influence particulière et directe. » Il faut, en outre, « éviter toute parole, toute stipulation propre à éveiller les susceptibilités du Saint-Siège et de la conférence de Gaëte, trop portés à croire que nous sommes disposés à faire bon marché de l'autorité et des intérêts de la cour de Rome. » Pour atteindre ces résultats, il est prescrit à l'envoyé de se « concerter avec MM. d'Harcourt et de Rayneval sur

« tout ce qui aura quelque gravité, sur tout ce qui
• n'exigera pas une solution absolument immédiate. »

Ces instructions étaient formelles. Si elles n'entraient pas dans le détail de tout ce que M. de Lesseps pourrait faire, elles lui désignaient nettement, selon leurs propres termes, les *écueils* qu'il devait éviter. Pour les compléter, on lui transmit le lendemain même celles qui étaient adressées à nos ministres à Gaëte.

Il savait d'ailleurs que le gouvernement était toujours résolu à recourir aux armes si les essais d'arrangement restaient sans succès ; une dépêche télégraphique, adressée le 10 mai au général Oudinot, et également communiquée à M. de Lesseps, se terminait par ces mots : « Tâchez d'entrer à Rome, d'accord avec les habitants ; ou, si vous êtes contraint d'attaquer, que ce soit avec les chances de succès les plus positives. »

Ainsi, essayer d'entrer à Rome d'accord avec les habitants, sans reconnaître les autorités romaines, sans inquiéter la cour de Gaëte, et sans mettre en question ses droits ; prévoir l'éventualité d'une attaque et n'en point compromettre les chances : tel était l'objet de la mission de M. de Lesseps.

Aucune incertitude ne peut s'élever à cet égard, les termes des instructions sont formels. Les débats de la séance de l'Assemblée Nationale du 7 mai ne contiennent rien qui les infirme. Ces débats, d'ailleurs, M. de Lesseps ne pourrait en aucun cas s'en prévaloir contre la lettre de ses instructions, seule base de l'examen de sa conduite ; les instructions d'un agent du gouvernement ne peuvent jamais être atténuées, étendues, modifiées, à l'aide de circonstances étrangères

ou de commentaires extérieurs qui n'en font point partie : toutes les règles de la hiérarchie et de la responsabilité seraient confondues si ce principe n'était pas rigoureusement suivi, et le conseil d'Etat manquerait à son devoir s'il ne s'en montrait pas le sévère observateur.

Comment M. de Lesseps s'est-il conformé à ses instructions ? C'est ce que le conseil d'Etat s'est étudié à rechercher.

Le premier soin de M. de Lesseps, à son arrivée à Rome, le 16 mai, a été de prononcer, d'accord avec le général Oudinot, la suspension des hostilités. Il ne pouvait négocier sans donner ce gage de ses intentions pacifiques ; cependant, notre armée se montrait impatiente d'obtenir réparation de la surprise du 30 avril. La saison des fièvres approchait et menaçait nos cantonnements ; les Autrichiens étaient en marche, les troupes napolitaines avaient franchi la frontière, on annonçait une expédition espagnole. Il fallait donc que la suspension des hostilités ne se prolongeât pas au delà du délai nécessaire à la négociation, et qu'elle cessât aussitôt qu'une solution pacifique ne pourrait plus être espérée.

Il ne paraît pas que M. de Lesseps se soit suffisamment pénétré de ce besoin.

En effet, le 19 mai, après un premier essai d'arrangement, suivi d'un refus des triumvirs, M. de Lesseps et M. le général Oudinot s'étaient crus autorisés à signer une déclaration de rupture ; au lieu de la notifier sur-le-champ, M. de Lesseps attendait trois jours, et y ajouta ensuite de son chef la promesse de notifier huit jours à l'avance la reprise des hostilités ; il substitua

ainsi un délai indéfini à un temps fixé, et ouvrit aux temporisations des Romains une carrière où ils se sont empressés de se jeter.

Ce n'est que dix jours après, le 29, qu'il se prêta à un nouvel ultimatum; il perdit ainsi en démarches sans résultat un temps qui devenait chaque jour plus précieux.

Enfin, quand il signa le traité du 31 mai, dont il sera question plus tard, il consentit encore à un dernier délai de quinze jours après la non-ratification.

Ainsi, au lieu de presser la solution, il l'ajournait; au lieu de hâter le moment où notre armée retrouverait sa liberté d'action, il le retardait.

Il espérait arriver à un arrangement; on lui prodiguait des promesses auxquelles il croyait; sa confiance était excessive; aucune circonstance ne donne lieu de suspecter ses intentions, mais l'événement a prouvé qu'il ne jugeait bien ni la situation ni les hommes avec lesquels il traitait.

C'est sur le caractère et la nature des négociations mêmes qu'a dû se porter principalement et que s'est porté en effet l'examen du conseil d'Etat.

Le rapprochement des documents produits a mis en lumière un fait qu'il importe de constater. A son arrivée à Rome, quand M. de Lesseps était encore pénétré de ses instructions, des conversations qu'il avait eues en France avec les ministres, et des impressions de la séance de l'Assemblée Nationale du 7 mai, il se montrait, dans la forme au moins, fidèle à ses instructions. Bientôt il se heurte contre les écueils qu'il lui était ordonné d'éviter. Plus sa mission se prolonge, plus il semble oublier ses instructions. Une fois sorti de la

ligne qui lui était tracée, il s'en écarte tous les jours davantage. Chaque déviation en amène une autre; toutes ses préoccupations se concentrent sur Rome; sa pensée ne se rapporte plus ni sur le gouvernement dont il est l'agent, ni sur Gaëte, dont il doit faciliter les négociations. On est autorisé à conclure de ce rapprochement que ce n'est pas pour ramener ses instructions à leur but primitif qu'il a successivement modifié sa conduite; et que c'est à Rome même qu'il a été entraîné par des influences auxquelles il n'a pas su résister.

L'examen du conseil d'Etat a constaté que M. de Lesseps a expressément contrevenu à ses instructions en trois points principaux :

Premièrement, il ne s'est pas borné à traiter avec les autorités romaines comme pouvoir de fait; il s'est prêté à des actes qui leur donnaient la force morale qu'il lui était interdit de leur accorder.

En second lieu, il s'est mis en désaccord formel avec MM. d'Harcourt et de Rayneval sur les questions les plus fondamentales, quand ses instructions lui ordonnaient de se concerter avec eux *sur tout ce qui aurait quelque gravité*.

Enfin, il n'était autorisé à faire que des arrangements partiels; la solution générale et définitive des affaires de Rome ne lui était pas remise; il n'avait à s'occuper que de ce qui concernait l'entrée à Rome et des conventions spéciales propres à obtenir cette entrée.

Or, il s'est saisi de la question tout entière, et a pris sur lui de la résoudre seul; c'est ce qui résulte des stipulations insérées dans ses divers projets d'arrangements. Il n'en est pas un qui ne contienne quelque stipulation étrangère à l'objet défini de sa mission.

Dans le premier, il propose de maintenir un gouvernement provisoire « jusqu'au moment où les populations romaines, appelées à faire connaître leurs vœux, se seront prononcées sur la forme du gouvernement qui devra les régir et sur les garanties à consacrer en faveur du catholicisme et de la papauté. »

Dans le second projet, il insère une clause portant « que les populations romaines ont le droit de se prononcer librement sur la forme du gouvernement. »

Il ajoute que « les autorités romaines fonctionneront suivant leurs attributions légales. »

Plus tard, il envoie aux triumvirs la proposition de déclarer « que la République française garantit contre toute invasion étrangère le territoire occupé par nos troupes. »

Quelques unes de ces stipulations étaient conformes à la pensée du gouvernement français ; mais d'autres y étaient directement contraires, et aucune ne rentrait dans les termes d'un arrangement partiel, car elles impliquent toutes une solution générale.

L'acte par lequel M. de Lesseps a terminé sa mission est le plus répréhensible de tous.

En la forme, il est conclu en violation formelle des instructions, non seulement sans un concert préalable établi avec MM. d'Harcourt et de Rayneval, mais contre leurs protestations réitérées, contre la volonté expresse de M. le général Oudinot, avec lequel M. de Lesseps était tenu d'entretenir *des rapports intimes et confiants*.

Au fond, ce traité, qui reproduit les principales dispositions des anciens projets et en ajoute d'autres,

contient des stipulations dont la lecture suffirait presque pour en faire apprécier la gravité.

L'article 1^{er} est ainsi conçu : « L'appui de la France est assuré aux populations des Etats romains. Elles considèrent l'armée française comme une armée amie qui vient concourir à la défense de leur territoire. »

Cet article stipule en propres termes une alliance défensive.

Il met les forces de la France à la disposition des Romains.

Cet engagement est pris quand les troupes de l'Autriche, de l'Espagne et de Naples sont à quelques marches seulement.

« Art. 2. D'accord avec le gouvernement romain, et sans s'immiscer en rien dans l'administration du pays, l'armée française prendra les cantonnements extérieurs convenables tant pour la défense du pays que pour la salubrité des troupes ; les communications seront libres. »

Cet article contient deux stipulations distinctes :

1^o Il reconnaît la République Romaine, bien qu'elle ne soit pas nommée, en reconnaissant le gouvernement qui la représente et qui stipule pour elle, et en lui maintenant l'administration du pays.

Cette reconnaissance est accordée quand le gouvernement français, à Paris et à Gaète, s'est prononcé dans un sens directement opposé ; elle expose sa politique au reproche de duplicité et de trahison.

2^o Il ferme à la France l'entrée de Rome, en ne lui réservant que des cantonnements extérieurs.

La mission tendait à obtenir que Rome ouvrît sans combats ses portes à la France. M. de Lesseps le savait :

la dépêche télégraphique du 40 mai ne pouvait lui laisser aucun doute. L'entrée de Rome était pour le gouvernement, pour le maintien de l'influence française en Italie, pour notre honneur militaire après l'affaire du 30 avril, une condition nécessaire et à laquelle notre envoyé ne pouvait renoncer en aucun cas ni sous aucun prétexte.

« Art. 3. La République française garantit contre toute invasion étrangère le territoire occupé par ses troupes. »

Ou cette déclaration est puerile, si elle n'est pas injurieuse pour notre armée, en stipulant que la France ne se laissera pas expulser des lieux qu'elle occupe, ou elle engage la question même de la paix ou de la guerre.

M. de Lesseps ne pouvait lui donner que cette dernière signification quand il la proposait pour la première fois dans sa lettre du 24 mai aux triumvirs. Il déclarait « ne pas craindre de compromettre sa responsabilité et son avenir. » Le 30 mai, il tenait, dans une lettre à M. le général Oudinot, un langage qui laisse voir que, dans sa pensée, la guerre pouvait sortir de cette clause.

« Art. 4. Il est entendu que le présent arrangement devra être soumis à la ratification de la République française. »

« Art. 5. En aucun cas les effets du présent arrangement ne pourront cesser que quinze jours après la communication officielle de la non-ratification. »

Ce délai, dont il a déjà été parlé, en y ajoutant le temps nécessaire pour avoir la réponse du gouvernement français, prolongeait d'un mois environ l'inaction

de notre armée ; il est accordé quand l'armée va être exposée aux ardeurs d'un été brûlant, quand Bologne est prise, Ancône menacée, et quand l'intervention étrangère, dont M. de Lesseps était chargé *de prévenir le développement*, peut recevoir une nouvelle activité du traité même sur lequel le gouvernement français va être appelé à se prononcer.

Le conseil d'Etat ne peut qualifier trop sévèrement ces conventions. Leur moindre défaut est d'avoir été signées par M. de Lesseps, contre ses instructions, contre la résistance de tous ceux dont le concours lui était imposé.

Interrogé sur les motifs qui l'avaient porté à les conclure, M. de Lesseps a répondu que son seul but était d'empêcher le général Oudinot d'attaquer Rome ; qu'il voulait avoir le temps de connaître les dernières résolutions du gouvernement français, lequel était toujours en droit de ne point ratifier.

M. de Lesseps tient trop peu de compte d'une signature apposée par un représentant de la France au bas d'un traité. Sans doute le gouvernement a toujours le droit de refuser sa ratification ; mais un tel refus est une résolution qui peut avoir des conséquences graves. L'agent qui signe un traité avec la prévision que la ratification sera refusée commet une faute ; il reconnaît implicitement à l'avance que ses instructions ou la politique du gouvernement ne l'autorisent point. Simple mandataire, il se met en opposition avec celui dont il tient son mandat. Il crée des difficultés au gouvernement qu'il expose au reproche de faiblesse ou de timidité, si la convention provoque des mécontentements au dehors.

PIÈCE n° 47.

(Extrait du *Moniteur* du 9 juillet 1849.)

*Rapport de M. le général en chef OUDINOT, sur la prise
du bastion n° 8.*

Quartier-général, le 30 juin 1849.

Monsieur le ministre,

A la suite de l'assaut livré le 21 de ce mois aux bastions 6 et 7, j'ai eu l'honneur de vous dire que, malgré l'éclatant succès de cette journée, nous nous attendions à avoir encore quelques combats à livrer.

L'ennemi semblait, en effet, décidé à défendre pied à pied chaque bastion.

Dans la journée du 28, un vigoureux combat d'artillerie a eu pour résultat d'ouvrir une brèche dans le flanc gauche du bastion 8, véritable forteresse qui communique, par des tranchées et des canonnières, à San-Pietro in Montorio. Bien que les canonniers romains soient d'habiles tireurs et que le nombre de leurs pièces soit très considérable, notre feu a constamment eu une grande supériorité sur celui de l'ennemi.

Dans la journée du 29, la brèche était devenue praticable, malgré la solidité exceptionnelle des remparts, entièrement construits avec du ciment romain. Elle nous permettait de nous emparer du bastion 8, dont l'occupation devait, tout en donnant la possibilité de nous étendre sur le mont Janicule, nous faire dominer la porte Saint-Pancrace.

Les ordres pour l'assaut sont immédiatement donnés ; quatre colonnes de trois compagnies d'élite chacune sont désignées à cet effet.

La première est composée d'une compagnie d'élite des

22^{me} léger, 32^{me} et 53^{me} de ligne. Elle est placée sous les ordres du chef de bataillon Lefebvre, du 53^{me}. Elle doit monter sur la brèche du bastion 8. Cette colonne sera suivie d'une compagnie d'élite des 47^{me}, 20^{me} et 23^{me} de ligne. Les hommes qui la composent, portant chacun un gabion, une pelle et une pioche, doivent immédiatement travailler à faire un logement dans le bastion. Ces deux colonnes sont soutenues par une réserve, composée d'une compagnie d'élite des 36^{me}, 66^{me} et 68^{me} de ligne, aux ordres du commandant Lerouxau, du 68^{me}.

La 4^{me} colonne est formée par une compagnie d'élite des trois bataillons de garde de tranchée (22^{me} léger, 32^{me} léger et 53^{me} de ligne). Elle est commandée par le chef de bataillon Laforest, du 22^{me} léger. Elle doit s'élancer du couronnement de la brèche du bastion 7, enlever les retranchemens ennemis, et, attaquant le bastion 8 par la gorge, favoriser le débouché de la colonne d'assaut.

Trente sapeurs du génie sont attachés à chacune des quatre colonnes d'attaque, de réserve et de travailleurs. Elles sont sous le commandement supérieur du lieutenant-colonel Espinasse, du 22^{me} léger.

Le général de brigade Levaillant (Charles) commande les bataillons de garde de tranchée. Ils appartiennent à la deuxième division. Le général Rostolan, qui commande cette division, tient en masse les autres régimens, prêts à tout événement.

A deux heures et demie du matin, les dispositions préliminaires étant exécutées sous la surveillance du colonel du génie Niel, toutes les colonnes s'élancent au signal convenu (trois coups de canon).

La première colonne sous les ordres du commandant Lefebvre, arrive au sommet de la brèche, malgré une vive

fusillade. Des travaux exécutés par l'ennemi pendant la nuit, entre l'orillon et une maison située en arrière de la brèche, arrêtent complètement la tête de la colonne. Elle ne parvient qu'à grande peine à les franchir.

Le premier bruit de cette attaque avait fait accourir vers la brèche presque tous les défenseurs du bastion; mais les feux qui se croisent sur cet étroit passage ne peuvent empêcher nos braves soldats de prendre pied sur le terre-plein et de gagner du terrain.

En ce moment le chef de bataillon Lefebvre tombe blessé; il est immédiatement remplacé par le commandant Lerouxau, du 68^e.

On profite de ce premier succès pour élargir le passage et faire arriver les travailleurs. Le commandant du génie Galbaud-Dufort tombe frappé de deux balles, en plaçant les premiers gabions destinés à masquer ce dangereux défilé.

La colonne aux ordres du commandant Laforest, qui était partie du couronnement de la brèche du bastion n. 7, est accueillie à sa sortie par une très-vive fusillade. Elle se divise en deux parties. Les voltigeurs du 32^{me} et les grenadiers du 53^{me}, lancés sur la droite, enlèvent un grand retranchement appuyé sur l'enceinte aurélienne, en tuent les défenseurs à coups de baïonnette, et, répandus en tirailleurs luttent obstinément contre des maisons crénelées qui incommode nos attaques.

Les carabiniers du 22^{me} léger, sortis les premiers de la tranchée, et dirigés par le commandant de Laforest en personne, suivent le chemin qui borde la courtine. Rencontrant deux premières tranchées remplies d'ennemis qui les fusillent à bout portant, ils ne s'arrêtent que pour les passer par les armes; puis, franchissant le retranchement

qui barrait la gorge du bastion : ils se portent à la course sur la batterie de sept pièces qui battait intérieurement la brèche et s'en emparent.

Ces mouvements rapides et admirablement combinés dégagent la colonne qui était montée par la brèche, et la garnison du bastion, acculée vers le saillant, se défend en vain autour d'une petite maison. Elle est tout entière détruite ou faite prisonnière. Le bastion est conquis ; mais le jour commence à paraître. Toutes les maisons qui ont vue sur le bastion se remplissent de tirailleurs et l'ennemi marche en force pour reprendre ses pièces ; alors la réserve est engagée par le lieutenant-colonel Espinasse. Les grenadiers du 36^{me}, commandés par le capitaine Tiersonnier, poussant vigoureusement l'ennemi, le précipitent à la baïonnette dans des escaliers par dessus l'escarpe. Ils s'emparent des maisons qui dominent la porte Saint-Pancrace.

Alors le travail s'organise dans l'intérieur du bastion. Profitant habilement des tranchées de l'ennemi, les officiers du génie l'ont bientôt mis à l'abri de tout insulte.

Les diverses colonnes ont été conduites avec autant d'énergie que d'intelligence par le lieutenant-colonel l'Espinasse et par les chefs de bataillon placés à leur tête.

Nos troupes ont agi avec une vigueur et un élan auxquels rien ne pouvait résister. Elles ont tué à la baïonnette plus de 400 hommes (1) ; sur 125 prisonniers restés entre nos mains, se trouvent 49 officiers de tous grades.

(1) La dépêche télégraphique n'en porte que 200. Les renseignements n'étaient pas complets lors qu'elle a été expédiée.

Nos pertes ont, relativement, été peu considérables : elles se montent à 9 tués, dont 4 officiers, et 110 blessés, dont 18 officiers. Ce second assaut donne un immense ascendant moral à nos soldats. L'ennemi a perdu deux principaux fronts de son encelinte ; nos batteries, établies sur les terre-pleins, découvrent et peuvent ruiner la ville. Prolonger la défense serait un acte insensé. Ce serait, non-seulement sacrifier les maisons, mais aussi porter la guerre au sein des familles. On ne peut raisonnablement supposer qu'un gouvernement, quel qu'il soit, consente à prolonger de pareils malheurs sur la capitale du pays.

Pour multiplier, pendant l'assaut du bastion 8, les chances de succès, et pour diminuer le nombre des défenseurs sur le front d'attaque, j'avais prescrit au général Guesviller de faire une diversion vers la porte du Peuple. Elle a été exécutée avec beaucoup d'intelligence par une colonne, composée de trois bataillons, une compagnie du génie et quatre pièces de la batterie de 12.

Le général a quitté Ponte-Molle à onze heures du soir, le 29, pour aller prendre position sur les hauteurs qui touchent à la villa Borghèse. L'ennemi avait crénelé toutes les maisons qui sont sur ces hauteurs. Nos tirailleurs se sont embusqués de manière à protéger l'artillerie placée en arrière sur une position culminante.

Cette artillerie a fait feu de une heure et demie du matin à trois heures, et a jeté l'épouvante dans un quartier qui se croyait à l'abri de nos atteintes. L'ennemi a riposté très-vivement, mais sans nous faire éprouver aucune perte.

D'un autre côté, les pièces de la marine, placées sur les hauteurs qui dominent la basilique de Saint-Paul, envoyaient des boulets et des obus par dessus la porte du

même nom. De sorte que l'ennemi étant inquiété à la fois de ces deux points si éloignés l'un de l'autre.

Pendant que se livraient ces divers combats, et depuis deux heures jusqu'à cinq heures et demie du matin, les Romains ont tenté d'incendier notre pont, placé sur le bas Tibre, au mouillage de Saint-Paul. Près de cinquante brûlots, de formes et de dimensions différentes, ont été arrêtés, détruits et coulés par l'active intelligence du lieutenant de vaisseau Olivieri, commandant la flotille, et du capitaine Bloudeau, commandant la 7^{me} compagnie de pontonniers.

Ces avantages ont été précédés par des reconnaissances répétées faites sur divers points par le 12^{me} de chasseurs à cheval et le 41^{me} dragons sous les ordres du général Morris.

Enfin, la journée du 29 avait été signalée par un événement qui contribuera puissamment à enlever à l'ennemi la possibilité de prolonger la lutte. La poudrière de Tivoli, située à quatre lieues de Rome, a été complètement détruite par une colonne mobile aux ordres du général Sanvan. Les usines étaient garnies de quarante-huit pilons pouvant fabriquer jusqu'à vingt et vingt-quatre quintaux de poudre par jour. Près de trente quintaux de poudre confectionnés à divers degrés, une immense quantité de matières premières ont été noyées ou mises hors de service.

En résumé, Monsieur le ministre, le succès de toutes les entreprises, les pertes incessantes éprouvées sur tous les points par l'ennemi, donnent à espérer que la résistance de la ville ne peut se prolonger désormais.

Depuis le commencement du siège, toutes les opérations ont été conduites par le général de division du génie Vaillant avec cette habileté et cette expérience dont il a

donné tant de preuves. Le général de brigade Thiry, commandant l'artillerie, a surmonté avec une grande énergie de nombreuses difficultés.

Le général Rostolan, commandant les troupes du siège, leur a imprimé un dévouement qui ne s'est jamais démenti. Enfin, la brigade Mollière, composant l'avant-garde sous les ordres du général de division Regnault de Saint-Jean-d'Angely, a depuis la prise de Pampli, conservé, avec la plus inébranlable fermeté, les positions que les efforts de l'ennemi tendaient incessamment à lui enlever, à l'aide d'une nombreuse artillerie. Ainsi, sur tous les points, généraux, officiers, soldats, ont admirablement accompli leur devoir.

Je ne puis encore, Monsieur le ministre, citer ici tous les actes qui ont, dans ces mémorables journées, ajouté un nouvel éclat à nos armes. Je m'occupe de les recueillir.

Je suis avec respect, etc.

Le général commandant en chef,

Signé : OUDINOT DE REGGIO.



II

Artillerie —







